**Gouvernement du Sénégal**

**Programme des Nations Unies pour le développement**

**Fonds pour l’environnement mondial**

**Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)**

**Rapport de revue à mi-parcours**



Réunion à Ndakhar Mbaye – ULP de Thies

Présenté par :

Basal Papa Mangoné et

Manikowski Stanislaw (responsable de la mission)

Montréal, novembre 2010

**Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)**

**Rapport de revue à mi-parcours**

**Acronymes et terminologie**

AGR Activités génératrices de revenus

GRN Gestion des ressources naturelles

CNP Comité national de pilotage

CR Communauté rurale

CST Comité scientifique et technique

DEEC Direction de l’environnement et des établissements classés

DEF Direction des eaux et forêts

DP Descriptif du projet

FCFA Unité monétaire au Sénégal. 1 $ US = 455 FCFA

FEM Fonds pour l’environnement mondial

MEF Ministère de l’Économie et des Finances

MEPNBRLA Ministère de l’Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels

NEX Exécution nationale (un arrangement d’exécution du PNUD selon lequel le Programme est exécuté par des compétences nationales)

ONG Organisations non gouvernementales

PAN /LCDPlan National d’Actions pour la lutte contre la Désertification

PDF Fonds pour le développement du projet (Project Development Fund)

PDL Plan de développement local

PIR Rapport annuel d’évaluation du programme

PNUD Programme des Nations Unies pour le développement

PROGERT Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier

RM-P Revue à mi-parcours

S&E Suivi et évaluation

SdI Site d’intervention

SOP Site opérationnel

TdR Termes de référence

UCP Unité de coordination du projet

UCR Unité de coordination régionale PNUD-FEM

**Table des matières**

[Résumé analytique i](#_Toc280264206)

[1Introduction 1](#_Toc280264207)

[1.1 Objet de la revue 1](#_Toc280264208)

[1.2 Composition de la mission et méthode de travail 2](#_Toc280264209)

[2Concept et conception du Projet 3](#_Toc280264210)

[2.1 Origine du Projet 3](#_Toc280264211)

[2.2 Problèmes à résoudre par le Projet 4](#_Toc280264212)

[2.3 Objectif et résultats attendus 4](#_Toc280264213)

[2.4 Analyse du concept et de la conception du projet 5](#_Toc280264214)

[2.5 Indicateurs 5](#_Toc280264215)

[2.6 Parties prenantes 6](#_Toc280264216)

[3 Formulation et mise en œuvre du Projet 8](#_Toc280264217)

[3.1 Formulation, arrangements de gestion et organigramme 8](#_Toc280264218)

[3.2 Fonctionnement des structures du Projet 11](#_Toc280264219)

[3.2.1 Agences de mise en oeuvre 11](#_Toc280264220)

[3.2.2 Organes de décision, d’orientation et de suivi 11](#_Toc280264221)

[3.2.3 Unité d’éxecution 12](#_Toc280264222)

[3.2.4 Unités locales du projet 12](#_Toc280264223)

[3.2.5 Sites d’intervention 12](#_Toc280264224)

[3.3 Avantages comparatifs du PNUD 13](#_Toc280264225)

[3.4 Liens du Projet avec les autres intervenants 13](#_Toc280264226)

[3.5 Gestion du personnel 13](#_Toc280264227)

[3.6 Planification financière et gestion du budget 13](#_Toc280264228)

[4 Exécution du Projet 16](#_Toc280264229)

[4.1 Lancement 16](#_Toc280264230)

[4.2 Exécution des activités 16](#_Toc280264231)

[4.3 Suivi et évaluation 17](#_Toc280264232)

[4.4 Rentabilité 17](#_Toc280264233)

[4.5 Gestion des risques 17](#_Toc280264234)

[5 Résultats du Projet 18](#_Toc280264235)

[5.1 Réalisation de l’objectif spécifique 19](#_Toc280264236)

[5.2 Réalisation des composantes 21](#_Toc280264237)

[5.3 Performance du Projet dans d’autres domaines clés 25](#_Toc280264238)

[5.3.1 Mise en oeuvre 25](#_Toc280264239)

[5.3.2 Impact du projet 26](#_Toc280264240)

[5.3.3 Participation des parties prenantes 26](#_Toc280264241)

[5.3.4 Durabilité 26](#_Toc280264242)

[5.4 Activités transversales 26](#_Toc280264243)

[5.4.1 Genre et minorités 26](#_Toc280264244)

[5.4.2 Réalisation des objectifs millénaires du pays 27](#_Toc280264245)

[5.4.3 Visibilité et communications 27](#_Toc280264246)

[6 Conclusions 28](#_Toc280264247)

[6.1 Conditions utiles au bon déroulement de la deuxième phase interne du projet 28](#_Toc280264248)

[6.2 Modifications à introduire au début de la deuxième phase 29](#_Toc280264249)

[6.3 Fonctionnement du Projet pendant la deuxième phase interne 29](#_Toc280264250)

[6.4 Difficultés et risques 29](#_Toc280264251)

[7 Recommandations 30](#_Toc280264252)

[8 Enseignements 30](#_Toc280264253)

[8.1 Bonnes pratiques 30](#_Toc280264254)

[8.2 Pratiques à améliorer 31](#_Toc280264255)

**Annexes**

[Annexe I. Termes de référence 33](#_Toc280292751)

[Annexe II. Emploi de temps de la mission pendant le séjour sur le terrain 42](#_Toc280292752)

[Annexe III. Matrice d’évaluation 45](#_Toc280292753)

[Annexe IV. Guide d’entretiens 56](#_Toc280292754)

[Annexe V. Évaluation des résultats obtenus à mi-parcours 63](#_Toc280292755)

[Annexe VI. Personnes rencontrées 74](#_Toc280292756)

[Annexe VII. Documents consultés 76](#_Toc280292757)

**Tableaux**

[Tableau I. Les indicateurs du progrès ne remplissant tous les critères SMART 6](#_Toc280292946)

[Tableau II. Parties prenantes qui contribuent financièrement ou en nature à la réalisation des activités du projet 7](#_Toc280292947)

[Tableau III. Plan de financement du Projet selon le descriptif du projet en millions de dollars US et l’état des fonds à la fin juillet 2010 14](#_Toc280292948)

[Tableau IV. Cofinancement du Programme en millions de dollars US 15](#_Toc280292949)

[Tableau V. Décaissements des fonds FEM et PNUD en milliers de dollars US 15](#_Toc280292950)

[Tableau VI. Prévisions des dépenses par composante et dépense jusqu’à 2009 15](#_Toc280292951)

[Tableau VII. Performance du PROGERT à mi-parcours 19](#_Toc280292952)

[Tableau VIII. Rendements des cultures dans les terres aménagées par le PROGERT 21](#_Toc280292953)

[Tableau IX. Performance notée du projet dans d’autres domaines clés 25](#_Toc280292954)

[Tableau X. Objectifs du millénaire du pays qui bénéficient de la contribution du projet 27](#_Toc280292955)

**Figures**

[**Figure 1.** Organigramme du projet 10](#_Toc280292996)

**Encadrés**

[Encadré 1. Les critères SMART de la qualité des indicateurs du progrès des projets 5](file:///C:\Users\stan\Documents\Contracts\Senegal\Mid-Term%20Final\PROGERT_MI_PARC_FINAL_Dec%2016.docx#_Toc280293038)

[Encadré 2. Présentation du projet 8](file:///C:\Users\stan\Documents\Contracts\Senegal\Mid-Term%20Final\PROGERT_MI_PARC_FINAL_Dec%2016.docx#_Toc280293039)

[Encadré 3. Dates importantes 9](file:///C:\Users\stan\Documents\Contracts\Senegal\Mid-Term%20Final\PROGERT_MI_PARC_FINAL_Dec%2016.docx#_Toc280293040)

[Encadré 4. Agences de mise en oeuvre 9](file:///C:\Users\stan\Documents\Contracts\Senegal\Mid-Term%20Final\PROGERT_MI_PARC_FINAL_Dec%2016.docx#_Toc280293041)

[Encadré 5. FEM. Critères de notation des performances des projets 20](file:///C:\Users\stan\Documents\Contracts\Senegal\Mid-Term%20Final\PROGERT_MI_PARC_FINAL_Dec%2016.docx#_Toc280293042)

**Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)**

**Rapport de revue à mi-parcours**

**Résumé analytique**

La réglementation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) prévoit que les projets et les programmes dont le fonctionnement s’étend sur cinq ans et plus doivent entreprendre une revue à mi-parcours. Le *Projet de* *Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier* (PROGERT) est de cinq ans et au cours de sa troisième année d’exécution. En conséquence, d’un commun accord avec le PNUD et le FEM le projet a décidé d’organiser la revue. La mission de revue doit apprécier la pertinence et la cohérence,l’efficacité, l’efficience et la durabilité du projet. Enfin, elle doit dégager les recommandations qui éclaireront la mise en œuvre du projet et renforceront sa planification et réalisation pendant les deux dernières années.

**Présentation du projet**

**Durée du programme:** 5 ans

**Composantes du Programme:** Energie et Environnement

**Titre du projet:** Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)

**N°ID:** PIMS 3170 – Code Atlas 00054345

**Durée du projet**: 5 ans

**Modalité d’exécution :** NEX

**Objectif du projet**

Le projet devait assister les populations rurales du bassin arachidier à restaurer les terres dégradées et ensuite à gérer leur exploitation de manière durable. La dégradation des sols est un résultat conjoint des changements climatiques et des pratiques culturales inappropriées. Le projet devait introduire des pratiques culturales et la gestion des terres qui limiterait et éventuellement renverserait le processus de dégradation.

Objectif global : Contribuer au développement durable du secteur rural au Sénégal et à la préservation de l’intégrité et de la stabilité des écosystèmes pour assurer la durabilité de leurs fonctions et services

Objectif spécifique :Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté

Composantes :

1. Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées
2. Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques
3. Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage
4. Activités génératrices de revenus rendues compatibles avec les principes de gestion de ressources naturelles et gestion durable des terres
5. Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi

De manière globale, le projet est basé sur un concept de gestion de terroir visant l’intégration de la production, de la conservation et de l’enrichissement de la biodiversité en respectant les principes de développement durable. Sa formulation a été participative. Le projet est géré par des compétences nationales selon la formule NEX.

Il bénéficie de trois agences de sa mise en œuvre dont une, le ministère de l’Économie et des Finances (MEF), constitue une interface financière et de gestion entre les bailleurs de fonds et le projet. Le ministère de l’Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (MEPNBRLA) supervise techniquement le projet par l’intermédiaire d’une de ses directions : la Direction des eaux et forêts (DEF). Le PNUD en tant que l’agent d’exécution du FEM et un des bailleurs de fonds supervise la gestion financière et technique.

**Dates importantes**

Prise en considération pour le financement Mai 2004

Date de démarrage prévu (signature) Octobre 2007

Début de décaissements Novembre 2007

Fermeture prévue Septembre 2012

Première réunion du CPP Décembre 2009

Le projet est orienté et dirigé par le Comité national de pilotage (CNP) présidé par le MEPNBRLA. Il est assisté par un Comité scientifique et technique (CST). Son secrétariat est assuré par l’Unité de coordination du projet (UCP). Les activités quotidiennes du projet sont gérées par l’UCP située à Dakar. L’UCP dirige six unités locales du projet (ULP) situées dans les provinces du bassin arachidier. Chaque unité locale est dirigée par un chef d’antenne de la DEF. Le projet a fourni aux ULP du matériel supplémentaire. Dans chaque ULP il finance également la présence d’un technicien chargé du suivi des activités du projet.

**Agences de mise en oeuvre**

Agences de coopération gouvernementale :

* Ministère de l’Économie et des Finances
* Ministère de l’Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols)

Agent d’exécution du FEM :

* Programme des Nations Unies pour le développement

Les activités de terrain se déroulent dans des sites d’intervention (SdI), trois par ULP, pour un total de 18 sites. Chaque site correspond aux villages qui composent une communauté rurale (CR). Des activités techniques du projet se déroulent dans les sites opérationnels (SO), également environ trois par SdI. Actuellement, le projet est présent sur 54 SO.

**Résultats**

**À mi-parcours, le projet a obtenu des résultats hautement satisfaisants aussi bien quant à la réalisation de son objectif spécifique que de ses composantes et des autres quatre domaines clés.**

Performance du PROGERT à mi-parcours

|  |  |
| --- | --- |
| **Objectif et composantes** | **Notation des performances** |
| Objectif spécifique du projet : Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 1 : Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 2 : Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 3 : Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage. | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 4 : Activités Génératrices de Revenus rendues compatibles avec les principes de Gestion de Ressources Naturelles et Gestion Durable des Terres. | (S) Satisfaisante |
| Composante 5 : Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi. | (HS) Hautement satisfaisante |

Performance notée du projet dans d’autres domaines clés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Domaine clé | Notation | Justification |
| Mise en œuvre | Satisfaisant (S) | Retards dans le démarrage, équipement insuffisant, cependant l’UCP conjointement avec la DEF et sa contrepartie nationale ont surmonté les difficultés |
| Participation des parties prenantes | Hautement satisfaisant (HS) | L’intérêt et la contribution matérielle dans l’exécution du projet sont exceptionnels |
| Impact du projet | Hautement satisfaisant (HS) | Adhésion massive des populations bénéficiaires soutenue par des gains matériels suite à l’application des méthodes proposées par le projet |
| Durabilité | Hautement satisfaisant (HS) | Perspectives de durabilité excellentes dues aux : adhésion des populations bénéficiaires, support de la contrepartie du projet et concordance des objectifs du projet avec la politique nationale |

À mi-parcours, le projet est déjà bien avancé dans la réalisation de son programme. Les activités sont exécutées selon le programme prévu dans le descriptif du projet. La contrepartie du projet, la DEF et ses unités sur le terrain sont pleinement impliqués. Les bénéficiaires directes c'est-à-dire les populations rurales du bassin arachidier et, en particulier, des sites d’intervention et des sites opérationnelles épousent la stratégie du projet de gestion participative des espaces intercommunautaires, des initiatives de restauration de fertilité des sols et de l’accroissement de la biodiversité. Le projet est adéquatement supervisé et bien conseillé. Ses résultats incitent les parties prenantes à prendre des initiatives semblables ou à contribuer à la réalisation des objectifs du projet en tant que ses cofinanciers.

La deuxième phase sera certainement celle de continuation des activités qui n’ont pas encore permis de livrer tous les produits, et celle de consolidation des résultats obtenus. Cette consolidation peut prendre une forme de conseil (technique, administratif et juridique) et de facilitation (identification des supports technique et financier pour les populations du bassin auprès des institutions gouvernementales et des projets).

La réalisation de la deuxième phase interne peut être placée sous le signe de la recherche des conditions indispensables pour la pérennité des acquis du projet.

Finalement, le projet, conjointement avec d’autres parties prenantes peut prendre l’initiative d’une revue critique des techniques et méthodes disponibles pour en sélectionner les plus éprouvées et les mieux adaptées aux conditions locales.

**Recommandations**

Les recommandations seront regroupées en trois sections : adressées au gouvernement, au PNUD et au projet.

Gouvernement

1. Faire le point et organiser une réflexion critique des résultats obtenus par le projet grâce à la méthode de gestion participative et l’approche communautaire. Les résultats pourront servir comme directives dans la préparation des plans nationaux et des projets dans le domaine de la récupération des sols.

PNUD

1. Conjointement avec les autres projets et agences de développement, organiser un échange d’informations et d’expériences concernant le fonctionnement des projets de restauration des terres dégradées dans le Sahel. Produire un guide qui présentera l’expérience des projets PNUD et les meilleurs pratiques.

Projet

1. Calculer le coût-bénéfice financier et économique des activités du projet et de ses volets techniques. Quantifier l’effort nécessaire en termes de temps de travail et de numéraire pour atteindre un objectif donné comme par exemple la préparation du PLD. Utiliser ces données pour programmer et vulgariser les activités de GRN et améliorer sa propre efficacité et efficience.
2. Préparer les matériaux de vulgarisation des AGR dans le domaine de la GRN éprouvés quant à leur faisabilité technique et leur rendement financier et économique élevé.
3. Conjointement avec les communautés rurales, identifier de façon plus détaillée les facteurs qui facilitent et ceux qui constituent une entrave dans l’implémentation des techniques GRN. Inclure les conclusions dans les programmes de travail.
4. Collecter des informations quantifiées et estimées statistiquement sur les indicateurs de réalisation de l’objectif du projet, les rendements, les zones cultivables et les pratiques culturales.

**Enseignements**

## Bonnes pratiques

Le succès du projet est probablement un résultat de concordance de plusieurs facteurs.

* D’abord, il a derrière lui cinq ans d’expérience si l’on inclut le temps de sa phase de formulation et de test à laquelle pratiquement la même équipe de la contrepartie (la DEF) a participé.
* Ensuite, l’approche paysage qui impliquait la participation des populations bénéficiaires dans la planification, l’exécution et la supervision des travaux communautaires.
* Finalement la capacité de mobiliser toutes les ressources humaines faisant partie de la société rurale.

Il faut noter aussi que

* Les populations ont été préparées pour devenir les partenaires du projet. Leurs objectifs immédiats correspondent à ceux du projet. Il est devenu évident que les terres épuisées produisent de moins en moins et que l’amélioration de la situation demande un changement dans l’exploitation des sols et une meilleure organisation des communautés exploitantes.
* Le projet est arrivé avec des propositions viables de solution à ces deux contraintes majeures.
* Enfin, la coïncidence des objectifs des populations, et des objectifs du projet a été renforcée par ceux du gouvernement du Sénégal qui a commencé à créer des conditions favorables au développement des initiatives locales (notamment grâce à la décentralisation de ses services et la déconcentration du pouvoir administratif et politique).

L’exemple du projet illustre l’importance d’une bonne identification de l’objectif du projet comme une condition préalable à son succès.

## Pratiques à améliorer

La plupart des projets de développement agricole sont préoccupés par la réalisation des activités. En conséquence ils remettent au second plan un suivi soigné des résultats obtenus en terme de bénéfices financiers provenant de l’exécution de ces activités. Le PROGERT n’a pas échappé à cette faiblesse. Les bénéfices provenant des AGR et surtout celles qui doivent respecter la gestion durable des ressources naturelles (une restriction par rapport aux AGR qui ne respectent pas l’environnement) ne sont pas encore calculés. Pour combler cette lacune, le projet doit inclure dans son système de suivi et évaluation un volet d’évaluation chiffrée des revenus et des coûts.

**Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)**

**Rapport de revue à mi-parcours**

# Introduction

La réglementation du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Fonds pour l’environnement mondial (FEM) prévoit que les projets et les programmes dont le fonctionnement s’étend sur cinq ans et plus doivent entreprendre une revue à mi-parcours. Le *Projet de* *Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier* (PROGERT) est de cinq ans et au cours de sa troisième année d’exécution. En conséquence, d’un commun accord avec le PNUD et le FEM le projet a décidé d’organiser la revue.

## Objet de la revue

Selon les termes de référence (TdR), la mission d’évaluation à mi-parcours (Annexe I), doit :

* Analyser l’impact socio-économique, la viabilité et la durabilité des actions du projet
* Proposer, au besoin, une réorientation des actions afin de mieux les cadrer avec la nouvelle orientation macro-économique du *Plan National d’Actions pour la lutte contre la Désertification* (PAN /LCD) ainsi que le contexte socio-économique actuel.
* Apprécier les performances de l’équipe du projet par rapport aux objectifs et résultats attendus

Plus spécifiquement, la mission doit apprécier la pertinence et la cohérence,l’efficacité, l’efficience et la durabilité du projet. Enfin, la mission doit dégager les recommandations qui éclaireront la mise en œuvre du projet et renforceront sa planification et réalisation pendant les deux dernières années.

## Composition de la mission et méthode de travail

La mission d’évaluation a été composée de deux consultants dont un consultant international, responsable de la mission. Elle a visité le projet et travaillé avec son équipe entre le 25 octobre et le 12 novembre 2010. Son temps de travail a été divisé en trois sections :

* Entre le 25 et 29 octobre - étude documentaire et visites des autorités et partenaires du projet à Dakar
* Entre le 2 et le 8 novembre - visites sur le terrain dans six régions concernées par le projet et
* Entre le 9 et 12 novembre - continuation de l’étude documentaire, récapitulation des résultats des études et visites, et restitution des résultats préliminaires

Le calendrier détaillé des visites et des rencontres se trouve dans l’Annexe II. La visite du projet a été suivie de cinq jours d’analyse et de rédaction du rapport d’évaluation.

La collecte et analyse d’informations a été orientée par une matrice d’évaluation (Annexe III) préparée pendant les deux premiers jours de travail. La collecte de données a été basée sur :

* L’étude documentaire, en particulier les documents et les données disponibles au niveau du système de suivi-évaluation (S&E) du projet
* Les rapports techniques disponibles
* Les entretiens individuels, réunions avec les services et entretiens avec les groupes de bénéficiaires

Les entretiens individuels ou ceux avec les petits groupes de partenaires du projet ont été guidés par la matrice d’évaluation. Les entretiens avec les groupes des bénéficiaires sur le terrain ont été orientés par un questionnaire ouvert (Annexe IV).

Au départ, à l’occasion des visites dans les villages, la mission envisageait de distribuer un questionnaire individuel auprès d’un échantillon d’une vingtaine de bénéficiaires par village. Le questionnaire devrait apporter les informations supplémentaires sur les bénéfices et les impacts du projet ainsi que sur sa pérennité. Cependant, le calendrier chargé des visites sur le terrain a empêché la mission de réaliser cette partie de collecte de données. Toutefois, les sujets comme l’impact du projet ou la pérennité des résultats ont été discutés pendant des rencontres avec l’ensemble de bénéficiaires pendant les visites dans les villages.

Le présent rapport d’évaluation est organisé de manière suivante. Le chapitre qui suit décrit le concept du projet ses objectifs et résultats. Il restitue également l’historique de la formulation du projet et les conditions de sa mise en œuvre. En particulier, il traite de la collaboration du projet avec les partenaires et de ses relations avec les parties prenantes. Le chapitre *Formulation et mise en œuvre du projet* décrit ses origines, sa structure, son fonctionnement et financement. Le chapitre *Exécution du projet* analyse la mise en œuvre du projet par son équipe et les conséquences de l’approche de la gestion du projet sur les résultats et les partenaires. Le chapitre suivant, *Résultats du projet* contient des informations clés de l’évaluation. Il décrit les résultats obtenus à mi-parcours et analyse de manière critique leur contribution à la réalisation de l’objectif et des composantes du projet. Les performances du projet sont notées selon les critères établis par le FEM de concerte avec le PNUD. La description et l’analyse des résultats sont suivies par les chapitres décrivant les conclusions et ensuite les recommandations. L’objectif du chapitre *Conclusion*s est d’apprécier les performances de l’équipe du projet, et d’analyser son impact socio-économique. Les actions qui renforceront les performances du projet et solidifieront sa place dans le plan de la lutte contre la désertification le PAN/LCD sont présentées dans le chapitre *Recommandations*. Le dernier chapitre du rapport tire des enseignements et leçons provenant du fonctionnement du projet pendant les trois premières années. Le document se termine par six annexes.

Les consultants remercient la direction du projet pour son appui logistique et les soins de organiser les visites des institutions, des bénéficiaires directes et des réalisations du projet. La mission remercie également les autorités nationales, le PNUD et le FEM pour leur disponibilité et l’aide dans la collecte de toute information nécessaire et utile pour l’évaluation.

# Concept et conception du Projet

Le présent chapitre décrit les origines du projet et analyse les problèmes qu’il devrait résoudre. Ensuite, il examine la faisabilité des objectifs que le projet devrait atteindre et la qualité des résultats déjà atteints. Également, le chapitre analyse la pertinence du concept du projet, son bien fondé et la conformité des indicateurs de progrès du projet aux critères SMART. Le chapitre se termine par la réflexion sur l’importance du projet pour les parties prenantes.

## Origine du Projet

Le présent projet est ancré dans les résultats obtenus pendant la réalisation d’un projet de formulation du PROGERT, le PDF-B du FEM/PNUD de 350 000 dollars US, destiné à tester la faisabilité de la restauration participative des terres dégradées dans le bassin arachidier. Le projet de formulation a démarré le 16 mars 2005 et il a fonctionné jusqu’à la fin de 2006. Puis, son fonctionnement a été prolongé d’un an grâce à un fonds supplémentaire du PNUD de 100 000 dollars US. Ces projets ont permis de tester des innovations en matière de restauration des terres, de retenir des bonnes pratiques ainsi que de dégager des mécanismes de participation des populations rurales dans la réalisation des objectifs du projet. Sur la base de cette expérience, l’équipe de préparation du PROGERT à retenu les thèmes suivants comme les volets à poursuivre :

* La restauration des terres salées et leur mise en valeur
* La lutte contre l’érosion hydrique
* La restauration de la fertilité des sols
* La réhabilitation du couver végétal avec des espèces adaptées

Les leçons apprises pendant l’exécution des deux projets précédents concernaient :

* La nécessité d’harmoniser les modalités d’intervention et d’approche des populations dans l’exécution des activités du projet
* La nécessité d’élaborer des codes de conduite locaux pour la gestion des ressources
* La poursuite de la technique de récupération des terres salées avec l’épandage des coques d’arachides
* L’utilisation des ONG pour la mise en œuvre des activités techniques

L’expérience acquise pendant le fonctionnement des projets de formulation a été bien utilisée pour l’élaboration du présent projet. Son succès à mi-parcours doit beaucoup à cette expérience.

## Problèmes à résoudre par le Projet

Le projet devait assister les populations rurales du bassin arachidier à restaurer les terres dégradées et ensuite à gérer leur exploitation de manière durable. Actuellement, la forte dégradation des sols du bassin se traduit par la diminution des rendements des cultures.

La dégradation des sols est un résultat conjoint des changements climatiques et des pratiques culturales inappropriées. Concernant les changements climatiques, notons cinq décennies de pluies déficitaires qui ont réduit la capacité des sols à régénérer leur fertilité. Quant aux pratiques culturales non autoportantes on remarque le raccourcissement et souvent l’abandon de la période de jachère et l’introduction des cultures commerciales inadaptées à une pluviométrie limitée. À cela s’ajoute la loi foncière qui a nationalisé les terres détenues selon le droit coutumier, la politique qui favorise la gestion collective des terres au détriment de la propriété familiale et l’accroissement de la densité des populations rurales.

Le projet ne pouvait pas résoudre ces problèmes accumulés pendant des décennies, néanmoins, en utilisant l’approche paysage il pouvait assurer :

* L’intégration des activités rurales telles que l’agriculture, la foresterie et le pastoralisme
* La collaboration entre les exploitants et l’élaboration des programmes communs en y incluant les femmes et les jeunes
* La convergence des activités des grands et des petits exploitants en créant les programmes de partenariat
* La complémentarité des espaces agro-écologiques

Pour assurer le succès de l’application de cette approche, le projet devrait :

* Intégrer des approches communautaires, collectives et individuelles
* Prendre en compte la dimension genre
* Soutenir les initiatives privées
* Renforcer le partenariat entre les secteurs publics et privés
* Coordonner les activités des partenaires
* Introduire l’intensification de gestion agricole par la gestion du paysage

## Objectif et résultats attendus

Le projet contribue à la réalisation d’un objectif global, il vise à l’atteinte un objectif spécifique et il réalise cinq composantes.

**Objectif global :** Contribuer au développement durable du secteur rural au Sénégal et à la préservation de l’intégrité et de la stabilité des écosystèmes pour assurer la durabilité de leurs fonctions et services

**Objectif spécifique :** Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté

**Composantes :**

1. Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées
2. Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques
3. Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage
4. Activités génératrices de revenus rendues compatibles avec les principes de gestion de ressources naturelles et gestion durable des terres
5. Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi

## Analyse du concept et de la conception du projet

Comme cela a été déjà signalé dans la section 2.1, le projet a été conçu comme la continuation et l’extension des deux projets qui ont servi comme test des méthodes et approches de restitution de la fertilité des sols du bassin arachidier. Les résultats de ces projets ont été soigneusement analysés, les conclusions et leçons tirées ont servi à élaborer le présent projet. En conséquence, le projet vise un objectif réaliste et ses composantes sont bien ancrées dans les habitudes des populations locales. Les populations voient les résultats comme atteignables et apportant un profit aussi bien immédiat qu’à long terme. En termes techniques, le projet a introduit une combinaison bien équilibrée de l’agroforesterie comme un moyen de générer deux types de revenus, et l’approche participative comme un outil de gestion du même terroir et d’atténuation des conflits entre les utilisateurs. Bien conçu et basé sur l’expérience des projets précédents du PROGERT, le présent projet a pu atteindre rapidement des résultats hautement satisfaisants.

## Indicateurs

###### Les critères SMART de la qualité des indicateurs du progrès des projets

**SMART** Moyen mnémotechnique de se rappeler les qualités que devraient avoir un objectif ou résultat du projet ou un indicateur de degré de son achèvement. Les objectifs et indicateurs formulés dans les projets du FEM devraient avoir ces qualités. L’indicateur **SMART** est :

* **Spécifique** (reflète les traits essentiels de manière claire et non équivoque)
* **Mesurable** (indiquent clairement ce qu’il mesure, selon quel système et selon quelle échelle)
* **Atteignable** et attribuable aux activités du projet
* **Réalisable** et réaliste (doit mesurer le progrès ou résultats qui doivent être réalisés et qui sont attendus par les parties prenantes)
* **Temporel** (vise l’objectif situé dans le temps ; permet de suivre le progrès en fonction d’un calendrier)

Les indicateurs de réalisation des objectifs, composantes, et résultats sont généralement bien conçus : ils correspondent aux critères SMART. Sur 34 indicateurs inclus dans le cadre logique du projet, seulement trois doivent être reprécisés:

* Le premier indicateur de réalisation de la composante 2 doit définir le terme «degré»
* L’indicateur du résultat 3.1 doit mesurer la qualité de la stratégie et son rôle dans le renforcement de capacité plutôt que le plan de formation
* L’indicateur de la composante 4 sera difficile à mesurer pour le projet. Il peut être remplacé par des valeurs proxy.

1. Les indicateurs du progrès ne remplissant tous les critères SMART

(O – oui ; N – non)

| **Composante ou résultat** | **Situation à la fin du projet** | **Indicateur** | **S** | **M** | **A** | **R** | **T** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Composante 2 :Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques. | Appuyer la gestion de 60 000 ha de terres de parcours et de formations forestières sur une base communautaire à l’année  4. | Degré d’utilisation des codes de conduite | O | N | O | O | O |
| Résultat 3.1. : Les besoins en formation sur le plan individuel, institutionnel et systémique sont identifiés | Elaborer une stratégie de formation pour chacun des 5 sites du projet dés l’année 1. | Plan de formation par catégorie d’acteurs pour une stratégie détaillée de renforcement de capacités. | O | N | O | O | O |
| Composante 4 : Activités Génératrices de Revenus rendues compatibles avec les principes de Gestion de Ressources Naturelles et Gestion Durable des Terres | Développer des AGR liées à la GRN pour réduire de 10% la pauvreté dans les différents sites du projet à l’année 5. | Revenu moyen par habitant (niveau de pauvreté). | O | O | O | N | O |

## Parties prenantes

Le document du projet spécifie douze catégories de parties prenantes intéressées dans son bon déroulement et susceptibles de contribuer à son exécution. D’ailleurs, le financement du projet a été conçu de telle manière que la contribution de certaines des parties était nécessaire pour son bon déroulement. Pour cette raison, la présente section leur consacre plus d’espace que le font habituellement des rapports d’évaluation.

Les parties prenantes envisagées par le document du projet peuvent être regroupées comme suit :

* Le ministère de l’Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (MEPNBRLA) et en particuliers ses services suivants : la DEFCCS ; la Direction de l’environnement et des établissements classés (DEEC), la Direction des parcs nationaux (DPN), la Direction des bassins de rétention,  le Centre de suivi écologique (CSE), l’Institut des sciences de l’environnement (ISE), le secrétariat du Conseil supérieur de ressources naturelles et de l’environnement (CONSERE) et le Réseau des parlementaires en environnement de l’Assemblée Nationale
* Le ministère en charge de l’Agriculture
* L’Institut national de pédologie
* Les collectivités locales**,** en particulier, le Conseil régional et son Agence régionale de développement (l’ARD) ainsi que les communautés rurales
* Des organisations des producteurs, notamment le Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR) et l’Association pour les projets de développement à la base (ASPRODEB)
* La Maison des Éleveurs
* Des producteurs d’arachide organisés autour des groupements d’intérêt économique (GIE) et des usines de traitement d’arachide SUNEOR (EX SONACOS) et NOVASEN
* Les chefs traditionnels et religieux
* Les jeunes émigrés
* Le Réseau des journalistes de l’environnement.
* Les ONG œuvrant avec des organisations communautaires de base (OCB)
* Les bailleurs de fonds bilatéraux comme la Coopération allemande (GTZ) et la Coopération américaine (USAID) ; et multilatéraux comme le PNUD, le FEM, l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) ou la Banque mondiale (BM).

Les parties prenantes énumérées dans le document du projet se sont effectivement impliquées dans réalisation de ses activités. Les diverses couches sociales, les organisations paysannes, les agences gouvernementales, les projets et les ONG ont participé à la réalisation du projet soit en le supervisant et conseillant soit en contribuant à l’exécution des activités. Le Tableau II regroupe les plus actives parmi les parties prenantes, notamment celles qui ont contribué en numéraire ou en nature à la réalisation des activités. La valeur de leurs contributions (à l’exception de celle du PNUD, FEM et du Gouvernement) a été estimée à 5,176millions de dollars US.

1. Parties prenantes qui contribuent financièrement ou en nature à la réalisation des activités du projet

| **Parties prenantes** | **Classification** | **Nature de collaboration** |
| --- | --- | --- |
| PNUD | Agence d’exécution du projet | Financement du projet |
| Gouvernement | Etat | Financement du projet et contribution en nature |
| Agents de l’Etat (sous préfets, CADL, eaux et forêts, DRDR, ANCAR) | Etat | Participation en activités, conseil, supervision |
| Italie CILSS | Bilatéral | Participation dans l’exécution des activités |
| Programme Appui Budgétaire | Bilatéral | Participation dans l’exécution des activités |
| Projet Acacia | Bilatéral | Participation dans l’exécution des activités |
| PRODEFI | Bilatéral | Formation agents du projet |
| Onze communautés rurales | Multilatéral | Elaboration des PLD |
| Deux Communautés Rurales | Communauté Rurale | Contribution financière aux activités |
| Conseil Régional Louga | Communauté Rurale | Organisation d’un atelier de mise en place outils de planification |
| PAPEL | Projet Multilatéral | Mise en place des unités paysannes |
| PAGF | Projet Multilatéral | Mise en place des unités paysannes |
| PAREP | Projet Multilatéral | Mise en place des unités paysannes |
| SELSINE | Secteur Privé | Mise en place des unités paysannes |
| CSE | ONG | Cartographies des corridors de transhumance, élaboration du SIG, formation des agents sur les SIG |
| ADTGERT | ONG | Contributions aux CES/DRS et aux Aménagements participatifs |
| Green Sénégal | ONG | Contribution aux activités de régénération naturelle assistée et de compostage |
| AQUADEV | ONG | Travail avec les UP : sensibilisation, formation, aide à la gestion et participation aux activités de régénération des sols et de reboisement |
| Université des Nations Unies | Agence des Nations Unies | Validation des indicateurs d’impact du projet |
| CAURIE MF | Banque de microcrédit | Conjointement avec le projet : participation au financement des AGR liées à la GDT, suivi des crédits, formation des acteurs,  mise en place des bancs villageois |
| Projet Plateforme Multifonctionnelle | Bilatéral | Mise en place unité de transformation des produits locaux |
| PADEL, PNDL, ARTGOLD, PRP | Projets multilatéraux | Mise en place des outils de planification locale dans la région de Louga |
| PRECABG | Projets multilatéral | Formation sur la GAR et sur le cadre logique |

# Formulation et mise en œuvre du Projet

Le chapitre décrit la structure du projet, ses organes de supervision, de direction et d’exécution. Elle passe en revue son fonctionnement, la raison pour laquelle le PNUD a été choisi par le FEM comme son agence d’exécution, et les liens avec les autres intervenants. Le chapitre se termine par l’analyse de la gestion du personnel et la gestion financière.

## Formulation, arrangements de gestion et organigramme

Rappelons que la formulation du projet a été précédée par un projet financé par un fonds PDF-B de 12 mois au cours duquel ont été testées l’approche de la mise en œuvre et la faisabilité des activités techniques. Les préparatifs pour la formulation du présent projet PRODERT ont commencé en 2006.

###### Présentation du projet

**Durée du programme:** 5 ans

**Composantes du Programme:** Energie et Environnement

**Titre du projet:** Projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT)

**N°ID:** PIMS 3170 – Code Atlas 00054345

**Durée du projet**: 5 ans

**Modalité d’exécution :** NEX

De manière globale, le projet est basé sur un concept de gestion de terroir visant l’intégration de la production, de la conservation et de l’enrichissement de la biodiversité en respectant les principes de développement durable. Sa formulation a été participative. Le projet est géré par des compétences nationales selon la formule NEX.

Il bénéficie de trois agences de sa mise en œuvre (Fig. 1) dont une, le ministère de l’Économie et des Finances (MEF), constitue une interface financière et de gestion entre les bailleurs de fonds et le projet. Ainsi, les fonds du PNUD et ceux du gouvernement transitent via MEF. Ceci simplifie et uniformise les formalités attachées au transfert de fonds entre les bailleurs et le projet. Le ministère MEPNBRLA supervise techniquement le projet par l’intermédiaire d’une de ses directions : la Direction des eaux et forêts. Le PNUD en tant que l’agent d’exécution du FEM et un des bailleurs de fonds supervise la gestion financière et technique.

###### Dates importantes

Prise en considération pour le financement Mai 2004

Date de démarrage prévu (signature) Octobre 2007

Début de décaissements Novembre 2007

Fermeture prévue Septembre 2012

Première réunion du CPP Décembre 2009

Le projet est orienté et dirigé par le Comité national de pilotage (CNP) présidé par le ministère chargé de l’Environnement. Il est assisté par un Comité scientifique et technique (CST). Son secrétariat est assuré par l’Unité de coordination du projet (UCP). Les activités quotidiennes du projet sont gérées par l’UCP située à Dakar. L’UCP dirige six unités locales du projet situées dans les provinces du bassin arachidier. Chaque unité locale est dirigée par un chef d’antenne de la DEF. Le projet a fourni aux ULP du matériel supplémentaire. Dans chaque ULP il finance également la présence d’un technicien chargé du suivi des activités du projet.

###### Agences de mise en oeuvre

Agences de coopération gouvernementale :

* Ministère de l’Économie et des Finances
* Ministère de l’Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de Rétention et des Lacs Artificiels (Direction des Eaux, Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols)

Agent d’exécution du FEM :

* Programme des Nations Unies pour le développement

Les activités de terrain se déroulent dans des sites d’intervention (SdI), trois par ULP, pour un total de 18 sites d’intervention. Chaque site correspond aux villages qui composent une communauté rurale (CR). Des activités techniques du projet se déroulent dans des sites opérationnels (SO), également environ trois par SdI. Actuellement, le projet est présent sur 54 SO.

1. Organigramme du projet

MEPNBRLA

PNUD

FEM

MEF

**Agences de**

**mise en oeuvre**

**Organes décision, d’orientation et**

CST

CNP

**de suivi**

Sites Op.

SdI

Diakhao

SdI

Fimla

UCP

ULP

Louga

ULP

Thiès

ULP

Diourbel

ULP

Fatick

ULP

Kaolak

ULP

Kaffrine

**Unité d’exécution**

**Unités locales du projet**

SdI

Toubacoutaa

**Sites d’intervention**

**(trois par chaque ULP)**

**Sites opérationnels**

**(trois par chaque Sdi)**

## Fonctionnement des structures du Projet

### Agences de mise en oeuvre

Le projet bénéficie de la tutelle de trois agences de mise en œuvre : MEF, MEPNBRLA et du PNUD toutes membres du CNP

MEF devait servir d’intermédiaire entre le Gouvernement, les bailleurs de fonds et le projet. Son rôle consistait en facilitation de l’approvisionnement du projet en contribution des bailleurs de fonds, en standardisation des procédures internes des projets au Sénégal et standardisation de documents produits par le projet pour les agences extérieures. Par son action comme facilitateurs et une agence de standardisation de fonctionnement des projets le MEF a contribué au maintient de la haute qualité des produits des projets.

MEPNBRLA jouait un rôle de premier plan dans le fonctionnement du projet. Par intermédiaire de sa direction, la DEF le ministère collaboré au quotidien avec le projet. La collaboration s’est matérialisé par la préparation des programmes conjoints d’activités et par leur exécution conjointe. Dès son démarrage le projet a bénéficié également de l’aide du MEPNBRLA et de la DEF en forme de partage du matériel de travail et de transport et de soutien matériel ad hoc si nécessaire. Dans le domaine de la collaboration et de soutien au projet le MEPNBRLA et sa DEF méritent la même haute appréciation que le projet lui-même.

PNUD. Le projet est supervisé par le bureau du PNUD à Dakar et par le bureau régional Afrique de l’Ouest et du Centre du PNUD-FEM. Les représentants du bureau participent dans les missions organisées par le CNP et, occasionnellement, dans des réunions du CST. Les deux bureaux évaluent le progrès du projet et publient les résultats dans le rapport annuel du projet (PIR) destiné aux administrations du PNUD et du FEM. Dans le dernier PIR, en jugeant le progrès général du projet, le bureau national du PNUD a donné au projet la notation « satisfaisant », le bureau régional lui a donné la notation moins élevé « marginalement satisfaisant ». L’équipe du projet maintient un contact étroit avec les deux bureaux. La dernière notation a été contesté par le projet et elle est en trin d’être actualisée comme étant plus élevée qu’auparavant.

### Organes de décision, d’orientation et de suivi

Le projet est coordonné et supervisé par le CNP composé de représentants des deux ministères concernés notamment le MEF et le MEPNBRLA, du PNUD et du FEM. En accord avec le DP, le CNP s’est réuni formellement une fois, mais les membres du CNP visitent le projet individuellement ou en équipe au moins une fois par an. Les rapports des missions et les recommandations sont partagés entre les membres du CNP et le projet. Les rapports concernent surtout l’exécution des activités et l’avancement du projet. Ils sont parfois très détaillés (la mission du 1er au 4 juin 2010 a émis 52 recommandations). Le suivi des recommandations fait l’objet d’un examen par les membres du CNP et par le CST.

Le CNP ainsi que le projet sont conseillés par le CST composé des représentants des institutions de recherche et d’administration dans les secteurs forestier et agricole. Le CST se réunit deux fois par an pour débattre des problèmes techniques que pose l’application de la gestion et de la restauration des terres dégradées comme la stratégie de mise en œuvre des microprojets, l’utilisation des indicateurs de suivi ou la stratégie appropriée de communication. D’autre part, le CST examine l’état d’exécution des recommandations des missions de supervision. Les membres de CST représentent des compétences de haut niveau.

### Unité d’exécution (UCP)

L’UCP est l’unité d’exécution du projet. Elle est composée d’un coordonnateur, un expert en S&E, un responsable se suivi administratif et une assistante administrative. L’UCP fonctionnait de manière conforme aux exigences du DP et du manuel des procédures administratives et comptables. L’UCP travaille dans des locaux spacieux et climatisés ; il dispose de l’accès à l’internet. Chez les partenaires du projet rencontrés sur le terrain, l’UCP jouit d’une opinion d’une unité fiable et efficace. Les rapports techniques commandés et les rapports d’avancement du projet sont édités avec soin et contient des informations pertinents.

### Unités locales du projet

L’exécution des activités sur le terrain sont sou la responsabilité des ULP. Actuellement. Le projet gère six ULP. Chaque unité.est dirigé par un Chef d’Inspection régionale de DEF. Le projet finance la présence d’un assistant de recherche et gestion. Le projet a également renforcé les ULP en matériel de bureau. De transport et une dotation de fonds et de carburant. La DEF et ses agents sur le terrain, présentement dans des ULP ont bénéficié de l’expérience acquise pendant la gestion des deux projets de formulation ce qui a permis au présent projet de démarrer ses activités rapidement et ensuite de les mener de manière très satisfaisante. La collaboration entre la DEF et les équipes du projet (la direction et les six agents sur le terrain) ne se limite pas au partage des locaux et d’une partie du matériel : elle est devenue symbiotique. Les six ULP qui logent les antennes du projet sur le terrain ont incorporé le programme de travail du projet dans leurs plans de travail respectifs. Le projet, la DEF et les ULP sont devenus partenaires exécutant conjointement le plan de travail selon le DP. Cette collaboration est à l’origine du succès du projet et sa haute appréciation concerne aussi la DEF et à ses unités sur le terrain.

### Sites d’intervention

Les interventions du projet se sont concentrées sur les communautés rurales (trois par l’ULP) et dans chaque communauté sur trois sites. Au total, le projet intervenait sur 18 communes et sur 54 sites. Sur le terrain, le projet collaborait avec les conseils ruraux, les entités administratives élues localement qui englobaient les comités techniques, administratives et de gestion des initiatives communautaires. Le projet utilisait ces unités comme ses agences d’exécution et les contre-partenaires.

Nous avons signalé déjà que le succès du projet provient du fait que ses objectifs correspondaient aux priorités de la DEF et aux ambitions et désirs des populations rurales du bassin arachidier. L’épuisement des sols, la disparition des forêts, les dégâts causés par les animaux divagants, les feux de brousse non contrôlés et leurs conséquences, tous sont devenus des fléaux et préoccupations majeures des populations. Lés méthodes proposées par le projet, simples et peu onéreuses, étaient convaincants et acceptées. D’autant plus que l’expérience des phases précédentes du projet était concluante et que les populations accordaient déjà une grande confiance aux agents des eaux et forêts employés dans les ULP. Les visites fréquentes sur le terrain des équipes du projet et des agences de supervision renforçaient cette confiance. En conséquence, les populations bénéficiaires concernées ont adhéré aux programmes du projet. En témoignent les dépassements des objectifs fixés pour le mi-parcours dans le DP et le soutien accordé au projet par les parties prenantes qui s’est soldé par leur contribution à la réalisation des activités qui ont dépassé la contribution totale du PNUD, du FEM et du gouvernement du Sénégal.

## Avantages comparatifs du PNUD

Le PNUD, comme agence d’exécution du FEM a une vaste expérience mondiale en gestion des projets et une réputation solide de l’intégrité et du professionnalisme et d’impartialité. L’agence se spécialise dans l’exécution des projets à caractère expérimental et qui demandent une confiance de la part du gouvernement et des bénéficiaires. Le PNUD, pour le compte du FEM a géré également un financement PDF-B qui a servi pour la préparation du présent projet et ensuite, de ses fonds propres, a financé un an de fonctionnement d’une équipe qui préparait le terrain pour le lancement du présent PROGERT.

## Liens du Projet avec les autres intervenants

Le projet maintient un lien étroit avec une vaste gamme d’intervenants. Ce lien s’étend des relations au niveau du siège du projet à Dakar jusqu’à des activités sur des sites opérationnels. Il concerne des institutions telles que l’université des Nations Unies ou les ONG qui mettent en place des unités paysannes. Cette vaste coopération a permis au projet d’exposer ses idées, et pratiques à un examen critique des bénéficiaires et des intervenants spécialisés et, en conséquence, de perfectionner son approche d’exécution des activités.

## Gestion du personnel

Le personnel du projet a été recruté en 2007 et il continue d’exercer ses fonctions de manière satisfaisante pour l’UCP et le CNP. En 2010, le projet a instauré une nouvelle ULP à Kaffrine ce qui l’a obligé à recruter un agent supplémentaire.

## Planification financière et gestion du budget

Le projet a obtenu l’intégrité du financement annoncé (Tableau III) et a mobilisé 70% de cofinancement. Au 30 septembre 2010 (Tableau V), le projet a dépensé 2,9 millions de dollars (70 % de fonds cumulés du FEM, PNUD et gouvernement). Un million deux cent cinquante mille dollars qui lui reste jusqu’à la fermeture prévue en septembre 2012 imposera au projet une gestion prudente du budget. Cela ne sera pas difficile à respecter, car le projet a largement dépassé la réalisation des objectifs qu’il devait atteindre vers le mois de septembre 2010.

Les comptes du projet sont audités annuellement par une firme indépendante. Les résultats des audits n’ont jamais relevés des irrégularités. Les améliorations recommandées ont été dument appliquées par le projet. Leur nombre a diminuait chaque année ce qui indique un progrès de la part du projet dans le perfectionnement de sa gestion.

1. Plan de financement du Projet selon le descriptif du projet en millions de dollars US et l’état des fonds à la fin juillet 2010

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Financement | | Dépenses | | Reliquat |
|  | Annoncé | Obtenu | PDF | Projet |
| Fonds FEM | | | | | |
| PDF | 0,350 | 0,350 | 0,350 |  | 0 |
| Projet | 3,656 | 3,656 |  | 2,676 | 0,980 |
| Total FEM | 4,006 | 4,006 | 0,350 | 2,676 | 0,980 |
| Cofinancement | | | | | |
| PNUD | 0,500 | 0,500 |  | 0,232 | 0,268 |
| Cofinancement à déterminer | 8,631 | 5,200 |  | 5,200 | 0,000 |
| Gouvernement (nature) | 0,778 | 0,778 |  | 0,778 | 0 |
| Gouvernement (cash) | 0,623 | 0,612 |  | 0,492 | 0,12 |
| Total cofinancement | 10,532 | 7,090 | 0,000 | 6,702 | 0,388 |
| **Total** | **14,538** | **11,096** | **0,350** | **9,378** | **1,368** |

Sources : Descriptif du projet, UCP

1. Cofinancement du Programme en millions de dollars US

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cofinancement**  **(Type ou**  **Source)** | **Fonds propres d’une agence du FEM**  **(En million de dollars US)** | | **Gouvernement**  **En million de dollars US** | | **Autre sources**  **(En million de dollars US)** | | **Total**  **fonds**  **(En million de dollars US)** | | **Total**  **Dépenses (Sept. 2010)**  **(En million de dollars US)** | |
| **Proposé** | **Disponible** | **Proposé** | **Disponible** | **Proposé** | **Disponible** | **Proposé** | **Disponible** | **Proposé** | **Disponible** |
| Dons | 3,656 | 3,656 | 0,623 | 0,612 | 0,5 | 0,5 | 4,779 | 4,768 | 2,908 | 1,860 |
| Crédits |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Prêts |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fonds propres |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| En nature |  |  | 0,778 | 0,778 | 8,631 | 5,2 | 0,395 | 5,978 | 5,978 | 0,000 |
| Autres instruments financiers que les dons |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Autres types |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| TOTAL | 3,656 | 3,656 | 1,401 | 1,39 | 9,131 | 5,7 | 5,174 | 10,746 | 8,886 | 1,860 |

Source : UNDP, UCP

1. Décaissements des fonds FEM et PNUD en milliers de dollars US

(Les décaissements en 2010 jusqu’au 30 septembre)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Dépenses | Année | | | | | Total dépenses |
| 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| Prévisions selon le DP | 860,2 | 887,8 | 913,5 | 804,3 | 689,9 | 4155,7 |
| Prévision selon le plan de travail |  |  |  |  |  |  |
| Dépenses du fonds FEM | 186,3 | 738,8 | 1 159,6 | 601,3 |  | 2 676,1 |
| Dépenses du fonds PNUD |  | 91,8 | 91,0 | 49,4 |  | 232,1 |
| **Dépenses effectuées** | 186,3 | 830,6 | 1240,6 | 650,6 |  | 2 908,2 |
| Non dépensé | 216,8 | 198,2 | 37,8 | 190,5 | 326,8 | 1 247,5 |

Source : UCP

1. Prévisions des dépenses par composante et dépense jusqu’à 2009

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie | FEM | Bilatéral | État | PNUD | Communautés | Total Prévision | Total dépenses |
| Fertilité des sols | 910,7 | 383.1 | 200,3 |  | 125,0 |  | 188.5 |
| Utilisation des forêts et pâturages | 1048,8 | 4808,9 | 491,8 |  | 1597,9 |  | 169,1 |
| Partenariat | 1084,0 | 361,3 | 167,2 | 234,5 | 72,0 |  | 409,5 |
| AGR | 244,8 | 246,9 | 238,4 | 86,5 | 16,0 |  | 91,9 |
| Gestion adaptée | 367,3 | 949,7 | 303,4 | 179.0 | 70,0 |  | 190,6 |
| TOTAL |  |  |  |  |  |  |  |
| Pour cent gestion du projet et autres dépenses | | | |  | 26% | 58% |  |

# Exécution du Projet

Le contenu du chapitre précédent a été consacrée à la description et l’analyse de la formulation du projet. Le présent chapitre est consacré à l’analyse de son exécution. Il commence par la description de son lancement, suivi par une évaluation d’exécution des activités. Le fonctionnement du système de S&E est décrit dans une section à part. Le chapitre se termine par les commentaires sur l’exécution et la gestion des risques.

## Lancement

Le lancement des activités du projet en octobre 2007 était souligné par la réunion des CNP et CST. Les participants de la réunion a accepté le plan de travail du projet et lui a recommandé de veiller à ce que ses activités s’insèrent dans la politique nationale et régionale de la restauration des terres dégradées. Le projet doit aussi cordonner ses travaux avec ceux organisés et supervisés par les points focaux de lutte contre la désertification. La réunion de lancement a conformé l’actualité des objectifs formulés dans le descriptif du projet.

Le projet a exécuté les recommandations de la réunion notamment en organisant un atelier de coordination avec les parties intéressées en Novembre 2007. En outre, encore en 2007, le projet a signé les accords avec les CR concernant les sites opérationnels, lancé l’élaboration du manuel des procédures et, vers la mi-novembre, après la mobilisation des fonds, a commencé la réalisation des activités.

Le DP bien préparé et la confirmation de son actualité ont motivé l’équipe du projet et ses partenaires à s’investir pleinement dans la réalisation des activités.

## Exécution des activités

L’exécution des activités a été basée sur (i) des conventions cadres signées entre le projet et ses partenaires institutionnels, (ii) les protocoles d’accord définissant les modalités pratiques d’intervention et (iii) des contrats-plans établis entre les collectivités locales concernées et les opérateurs. Les accords passés avec les partenaires ont permis au projet de réaliser à temps prévu ses activités. Déjà en 2007, malgré des retards dans le transfert de fonds, le projet a pu réaliser 97% de ses activités prévues pour l’année. La réalisation des activités en 2008 et 2009 a dépassé les objectifs assignés. À mi-parcours (septembre 2010), la plupart des objectifs de la fin du projet ont été déjà atteints ; certain ont été dépassés. Le bon fonctionnement du partenariat avec les partenaires impliquées dans la réalisation des activités a permis de contourner les difficultés comme l’insuffisance du personnel, du matériel et les retards dans l’approvisionnement en fonds et en matériel. Également, le projet a mis l’accent sur l’efficience des activités en tirant avantage de la déconcentration des compétences techniques et administratives du gouvernement et de la décentralisation de la prise de décision de l’administration nationale. En conséquence, le projet les bénéficiaires directes pouvaient identifier une démarche optimale selon la spécificité régionale et de la mettre en exécution sous leur responsabilité.

L’avancement rapide du projet était entre autre possible grâce à l’implication de la DEF et le dévouement de son personnel. Néanmoins, la continuation des activités sur le même élan et le consolidation de leur impact sur les populations demandera un renforcement du projet et de sa contrepartie en matériel et moyens de travail. Ceci concerne les moyens humains, l’équipement de bureau et la remise en état des moyens de déplacement. Le projet devrait continuer ses efforts dans la mobilisation de fonds des parties prenantes et des bailleurs pour continuer les activités sur le terrain et pour renforces ses moyens de travail.

## Suivi et évaluation

Le système de suivi-évaluation (S&E) fonctionne bien. Le centre du système est situé auprès de l’ULP à Dakar et géré par un agent compétent. IL dispose une base de données centrale qui est trimestriellement alimentée par les agents du projet situés auprès des ULP. Les ULPs produisent leur propres rapports d’évaluation. Le S&E produit trimestriellement les rapports internes et annuellement les rapports destinés aux agences de supervision et aux parties prenantes. Les rapports décrivent le progrès en se basant sur l’état des indicateurs. Les informations fournies sont pertinentes, spécifiques et quantifiables. Les résultats sont faciles à exploiter et ils sont utilisés pour la préparation des plans de travail aussi bien au niveau de l’UCP que des ULP.

## Rentabilité

L’évaluation de sa rentabilité et celle des micro-investissements réalisées par les bénéficiaires est un point faible du projet. Vu le progrès significatif que le projet a fait dans la réalisation de ses objectifs, l’engouement qu’il a suscité parmi les bénéficiaires et le support financier ou en nature parmi d’autres parties prenantes, il est fort probable que le projet représente un bon investissement pour le PNUD, le FEM et les bénéficiaires directs. Cependant, le projet n’a pas encore procédé à une analyse rigoureuse de coûts et bénéfices de ses activités. Le projet dispose des comptes rendus détaillés de ses dépenses. Ainsi il lui sera facile de combler cette lacune.

La rentabilité du projet se situe sur deux niveaux : la rentabilité de ses activités en terme de relation entre les dépenses et la quantité et la qualité des produits. Il est dans l’intention du projet de procéder à cette analyse pendant sa deuxième phase interne.

## Gestion des risques

Les rapports annuels du projet ne contiennent pas une section à part consacrée à l’analyse des risques. Également, le descriptif du projet (DP), dans son chapitre consacré à l’analyse des risques, ne spécifie pas de risques particuliers qui peuvent affecter l’exécution du projet. Le DP laisse à supposer que l’absence de risques particuliers est du au fait que les bonnes pratiques de restauration de la fertilité des sols sont déjà disponibles.

Les risques aperçus par la mission à mi-parcours, selon leur nature, peuvent être classés en deux catégories : les risques financiers pour les bénéficiaires et les risques réglementaires.

**Nature des risques : Financiers pour les bénéficiaires**

1. Type de risque : Disponibilité de microcrédit pour tous

Le microcrédit peut être disponible seulement pour certaines catégories de bénéficiaires. Actuellement, par exemple, la caisse de microcrédit CAURIE est réticente à prêter aux associations masculines qui remboursent moins régulièrement que les associations féminines.

Probabilité d’apparition : grande

Impact sur le projet : faible

Méthode d’atténuation : sensibiliser au risque, impliquer la solidarité intercommunautaire,

fidéliser les groupements et les caisses de microcrédit

1. Type de risque : Faible bénéfice des activités AGR

Le bénéfice provenant des AGR basées sur la GRN durable est moindre que d’autres AGR.

Probabilité d’apparition : moyenne

Impact sur le projet : fort

Méthode d’atténuation : bien préparer les plans d’exploitation des AGR, perfectionner

la technologie, conseiller et encadrer les bénéficiaires.

**Nature des risques : Réglementaire**

1. Type de risque : Respect de la loi foncière

La loi foncière défavorise les immigrants et peut permettre la révocation de la propriété aux individus ou groupements qui par leurs activités GRN ont revalorisé la terre

Probabilité d’apparition : non explorée par la mission

Impact sur le projet : très fort

Méthode d’atténuation : préparer des accords écrits et organiser des consultations avec

les pouvoirs locaux

# Résultats du Projet

Notons dès le maintenant que globalement, le projet a obtenu les résultats hautement satisfaisantes selon les critères du PNUD et FEM (Encadré 5). Le contenu du chapitre contient la justification de la notation. Le chapitre commence par l’analyse et l’évaluation de la réalisation de l’objectif spécifique du projet. Puis, suit la description de la réalisation des composantes. Les performances du projet dans les domaines clés pour le PNUD sont décrites dans la section 5.3. Le chapitre se termine par l’évaluation du progrès dans la réalisation des activités transversale. Le Tableau VII joint à cette introduction résume la notation des performances du projet discutées dans le chapitre. La notation complète de l’objectif, des composantes et des activités se troive dans l’Annexe

1. Performance du PROGERT à mi-parcours

|  |  |
| --- | --- |
| **Objectif et composantes** | **Notation des performances** |
| Objectif spécifique du projet : Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 1 : Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 2 : Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 3 : Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage. | (HS) Hautement satisfaisante |
| Composante 4 : Activités Génératrices de Revenus rendues compatibles avec les principes de Gestion de Ressources Naturelles et Gestion Durable des Terres. | (S) Satisfaisante |
| Composante 5 : Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi. | (HS) Hautement satisfaisante |

## Réalisation de l’objectif spécifique

Notation de réalisation de l’objectif spécifique du projet : **(HS) Hautement satisfaisant.**

Objectif spécifique du projet : **Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté**

Situation avant le projet :

* Une baisse progressive des rendements pour les cultures du mil et de l’arachide respectivement de 1,34% et 3,0% par an
* Une augmentation de zones cultivables dans les régions du bassin arachidier de 20 % en moyenne depuis les années 80
* Plus d’un million d’hectares de formations forestières et de parcours du bassin arachidier sont dégradés

1. Situation escomptée à la fin du projet:

* Les rendements de mil et d’arachides vont augmenter de 10 % dans chacun de cinq sites à l’année 5
* Les zones cultivables se stabiliseront à l’année 4
* 60 000 ha de parcours et de forêts seront réhabilités à l’année 4

###### FEM. Critères de notation des performances des projets

|  |  |
| --- | --- |
| **Très satisfaisant (HS)** | Le Projet devrait atteindre ou dépasser tous ses principaux objectifs en matière d’environnement mondial et produire des bienfaits substantiels pour l’environnement mondial, sans faiblesses majeures. Il peut être présenté comme une « bonne pratique ». |
| **Satisfaisant (S)** | Le Projet devrait atteindre la plupart de ses principaux objectifs en matière d’environnement mondial et produire des bienfaits satisfaisants pour l’environnement mondial, avec juste quelques faiblesses mineures. |
| **Assez satisfaisant (MS)** | Le Projet devrait atteindre la plupart de ses principaux objectifs pertinents mais avec des faiblesses importantes ou une pertinence globale limitée. Il ne devrait pas atteindre certains de ses principaux objectifs en matière d’environnement mondial ni produire certains des bienfaits prévus pour l’environnement mondial. |
| **Assez peu satisfaisant (MU)** | Le Projet devrait atteindre la plupart de ses principaux objectifs en matière d’environnement mondial mais avec des faiblesses importantes, ou seulement certains de ses principaux objectifs concernant l’environnement mondial. |
| **Peu satisfaisant (U)** | Le Projet ne devrait pas atteindre la plupart de ses principaux objectifs en matière d’environnement mondial ni produire des bienfaits satisfaisants pour l’environnement mondial. |
| **Non satisfaisant (U)** | Le Projet n’a pas atteint, et ne devrait pas atteindre, ses principaux objectifs en matière d’environnement mondial ni produit des bienfaits valables. |

1. Indicateurs du progrès :

* Rendements moyens de mil et d’arachide dans 5 sites (ce faisant pour la restauration de la fertilité des terres arables dans le paysage à travers leur intensification)
* Expansion agricole dans les forêts et pâturages dans 5 sites
* Nombre d’hectares de terres dégradées réhabilitées dans 5 sites

1. Situation à mi-parcours :

* Les rendements de mil et des arachides ont augmenté pendant deux ans de plus de 50% (en médiane)
* Les plans d’aménagement des forêts et les mise en défens élaborés avec la participation des populations environnantes signés en 2010 prévoient l’arrêt complet des extensions agricoles. Dès 2011, le projet introduira un système de suivi des extensions agricoles dans les forêts couvertes par les conventions
* 95 500 hectares des terres dégradées en réhabilitation et 70 km des parcours balisés et aménagés

1. Justification de la notation :

* Les rendements tes terres salées et récupérées ont augmenté (Tableau VII)
* Les plans d’aménagement des forêts et la mise en défens élaborés avec la participation des populations
* 30% plus de terres dégradées sont en réhabilitation
* 70 km de parcours pour le bétail en transhumance délimités et aménagés

Les résultats obtenus on dépassé les attentes aussi bien en termes quantitatives qu’en leurs qualité et impact :

1. Rendements des cultures dans les terres aménagées par le PROGERT

(en kilogrammes par hectare)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Mil | Maïs | Arachides |
| 30 juin 2009 | 650 | 800 | 700 |
| 30 juin 2010 | 750 | 800 | 800 |

Selon le PIR

## Réalisation des composantes

Composante 1 : **Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées**

Notation de réalisation de la composante : **(HS) Hautement satisfaisante**

1. Situation avant le projet :

Baisse de la fertilité et faiblesse des rendements pour les deux principales cultures : Arachide : 1,34%/an ; Mil : 3%

1. Situation escomptée à la fin du projet :

* Augmenter la diversification des productions moyennes par ménage de 50 % à l’année 5
* Augmenter les rendements de mil et d’arachide de 10 % à l’année 5

1. Indicateur :

* Augmentation des rendements et diversification des productions

1. Situation observée à mi-parcours :

* Augmentation médiane des rendements du mil et de l’arachide d’environ 15 %
* Avant le projet, la plupart des agriculteurs cultivaient le mil intercalé avec les arachides. Actuellement, le mil est intercalé avec les arachides, niébé, manioc, pastèque. En outre les agriculteurs ont réussi à cultiver le mais, le sorgho et le riz

1. Justification de la notation :

Les pratiques de récupération des sols et d’application des techniques culturales adaptées à la sécheresse et à l’irrégularité des pluies ont permis de cultiver dans les terres récupérées et d’accroître des rendements sur les sols restaurés. Selon les rapports du projet, les rendements de mil sont passés de la médiane de 447 kilogrammes par hectare en 2007 à 675 kilogrammes en 2009 et des arachides coques pour la même période de 398 à 767 kilogrammes ; selon le rapport du PIR, les rendements de mil sont passés de 650 kg/ha en 2009 à 750 kg/ha en 2010, et des arachides pour la même période de 700 kg/ha à 800 kg/ha (Tableau VII).

La diversification des cultures sur les terres récupérées est passée de l’intercalation mil – arachide à l’intercalation du mil avec les arachides, le niébé, le manioc et le pastèque. Les agriculteurs ont également commencé à cultiver les plantes plus exigeantes comme le riz et le sorgho.

Vu l’importance de changement des rendements des cultures et de la diversification comme un indicateur du progrès du projet dans la réalisation de ses objectifs, le projet doit renforcer ses activités de collecte de données concernant les rendements et la diversification.

Composante 2 : **Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques**

Notation de progrès la composante : **(HS) Hautement satisfaisante**

Situation avant le projet :

Existence de codes de conduite insuffisamment appliqués ou n’engageant pas toutes les parties.

1. Situation escomptée à la fin du projet :

* Appuyer la gestion de 60 000 ha de terres de parcours et de formations forestières sur une base communautaire à l’année 4

1. Indicateurs :

* Degré d’utilisation des codes de conduite
* Nombre de plans d’utilisation des terres élaborés et mis en œuvre

1. Situation à mi-parcours :

* Environ 70 % de bénéficiaires respectent les codes de conduite (plans d’utilisation des terres)
* Cinq plans de conduite d’utilisation des terres préparés par le projet (en 2008 et 2009), vulgarisés et miss en œuvre

1. Justification de la notation :

Tous les objectifs de la composante ont été largement dépassés. 95 500 hectares de terres de parcours au lieu de 60 000 hectares sont en aménagement. Cinq plans d’utilisation des terres et cinq codes de conduite sont élaborés et environ 70% pour cent des agropasteurs respectent les codes de conduite et autant respectent les plans d’utilisation des terres. Sur 2000 hectares des corridors de parcours pour les animaux, 1400 sont délimités et aménagés. Toutes les forêts naturelles qui se trouvent dans la zone d’intervention du projet (2 972 hectares au lieu de 7 500 hectares recensés pendant la planification du projet) sont aménagées.

Composante 3 : **Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage.**

Notation de la composante : **(HS) Hautement satisfaisante**

Situation avant le projet :

* Les collectivités locales sont faiblement impliquées dans la conception des projets et programmes, la sélection des sites et la définition des stratégies d’intervention
* Cloisonnement dans les interventions
* Utilisation de solutions non durables de la gestion des sols découlant des anciennes stratégies

1. Situation escomptée à la fin du projet :

* Intégrer l’approche paysage dans au moins 15 PLD à l’année 3
* Au moins 10 villages ont formellement adoptés des plans et des protocoles sectoriels d’application (prévoyant des motivations et pénalités) à l’année 5
* Etablir au moins 5 partenariats (publics et privés) pour la gestion durable des terres à l’année 4
* Evaluer au moins 2 stratégies actuelles et proposer des réformes appropriées à l’année 3
* Amener au moins 100 décideurs locaux à avoir une meilleure compréhension à l’année 3

1. Indicateurs :

* Nombre de plans de gestion intégrée des terres élaborés et mis en œuvre qui renforcent la capacité d’adaptation des systèmes locaux aux changements climatiques et aux sécheresses récurrentes
* Nombre de partenariat public/privé à travers l’approche paysage
* Nombre d’auto-évaluation transparente, participative et concertée et de politiques d’incitation par les ministères concernés utilisant l’approche paysage
* Nombre de décideurs locaux qui ont une meilleure compréhension des problèmes de durabilité environnementale

1. Situation à mi-parcours :

* Onze plans locaux de gestion préparés et adoptés par les bénéficiaires ; 90 villages sont concernés
* Dix contrats de partenariat entre le village et l’intervenant privé dans le cadre de la réalisation des plans annuels d’investissement
* Les collectivités locales (15 collectivités concernés par le projet) évaluent annuellement le progrès dans la réalisation des plans locaux de développement
* Deux cents décideurs locaux sensibilisés et ensuite formés

1. Justification de la notation :

Le projet a dépassé les objectifs assignés à mi-parcours en préparant 11 des 15 plans locaux de gestion prévu pour la fin du projet, en préparant tous les 10 contrats de partenariat entre les villages et les entrepreneurs privés et en aidant les villages à lancer les autoévaluations du progrès dans la réalisation des plans locaux de développement. Il a déjà sensibilisé et formé 200 (au lieu de 100) décideurs locaux sur les problèmes de gestion durable de l’environnement.

Composante 4 : **Activités Génératrices de Revenus rendues compatibles avec les principes de Gestion de Ressources Naturelles et Gestion Durable des Terres.**

Notation de la composante : **(S) Satisfaisante**

Situation avant le projet :

* La proportion des ménages pauvres est de 59, 2 % à Louga, 65, 3% à Diourbel, 68,4% à Thiés, 75,7 à Kaolack, et 81,4% à Fatick (Revue scientifique PROGERT 2005)
* 40% des ménages dans le bassin arachidier ont des revenus mensuels de moins de 59 500 FCFA.

B. Situation escomptée à la fin du projet :

* Développer des AGR liées à la GRN pour réduire de 10% la pauvreté dans les différents sites du projet à l’année 5

1. Indicateur :

* Revenu moyen par habitant (niveau de pauvreté)

1. Situation à mi-parcours :

* 333 des AGR liées à la GRN en cours (2008 – 40 AGR, 2009 - 196 AGR et 2010 – 97 AGR)
* Estimation du revenu par habitant prévue à partir de 2011.

1. Justification de la notation :

* 400 personnes sont appuyées pour développer les AGR au lieu de 70 prévues à la fin du projet
* 20 groupements des bénéficiaires de crédits organisées (au lieu de 30 prévus)

Composante 5 : **Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi.**

Notation de la composante : **(HS) Hautement satisfaisante**

Situation avant le projet :

* Faible coordination entre les acteurs
* Manque de motivation parmi les acteurs
* Manque de programmes fédérateurs

1. Situation escomptée à la fin du projet :

* Redynamiser au moins 10 cadres de concertation sur la base de programmes fédérateurs et d’approches harmonisées liées à la gestion durable des terres à l’année 1.

1. Indicateurs :

* Nombre de cadres de concertation fonctionnels

1. Situation à mi-parcours :

* Neuf cadres de concertation redynamisés et fonctionnels.

1. Justification de la notation :

* Neuf cadres de concertation sur 10 opérationnels. Le cofinancement mobilisé par le projet a dépassé 5 millions de dollars US.

## Performance du Projet dans d’autres domaines clés

D’autres domaines clés des projets habituellement notés à l’occasion des missions d’évaluation sont : la mise en œuvre du projet, la participation su projet des parties prenantes, l’impact du projet et les chances de sa pérennité. Les résultats sont résumés dans le Tableau IX.

1. Performance notée du projet dans d’autres domaines clés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Domaine clé | Notation | Justification |
| Mise en œuvre | Satisfaisant (S) | Retards dans le démarrage, équipement insuffisant, cependant l’UCP conjointement avec la DEF et sa contrepartie nationale ont surmonté les difficultés |
| Participation des parties prenantes | Hautement satisfaisant (HS) | L’intérêt et la contribution matérielle dans l’exécution du projet sont exceptionnels |
| Impact du projet | Hautement satisfaisant (HS) | Adhésion massive des populations bénéficiaires soutenue par des gains matériels suite à l’application des méthodes proposées par le projet |
| Durabilité | Hautement satisfaisant (HS) | Perspectives de durabilité excellentes dues aux : adhésion des populations bénéficiaires, support de la contrepartie du projet et concordance des objectifs du projet avec la politique nationale |

### Mise en oeuvre

La mise en œuvre du projet a connu quelques difficultés qui ont retardé son démarrage. Comme difficultés principales nous pouvons citer :

* La mise en place des fonds de démarrage (qui est devenu disponible seulement en mi-novembre, deux mois après le lancement du projet)
* La mise en place des moyens de déplacement et du matériel de bureau qui a pris plusieurs mois

Le projet est désavantagé également par la modestie des moyens matériels de fonctionnement sur le terrain. L’insuffisance des moyens de déplacement et des matériels de bureau (photocopieuses, imprimantes) est surmontée grâce à l’appui qu’apportent la DEF et le MEPNBRLA au projet au niveau des ULP.

Globalement, l’initiative du projet et du MEPNBRLA ont permis de surmonter les difficultés de la mise en œuvre, mais le MEPNBRLA s’attend que le projet contribue davantage en appui logistique pour l’exécution des activités. Notons également que les activités du projet quoiqu’en ligne avec les plans de travail des ULP, leur imposent une charge de travail supplémentaire en forme de dépenses en numéraire et en heures de travail. Il serait utile pour le projet et pour le MEPNBRLA de quantifier la contribution de la contrepartie en termes de temps de travail, usure du matériel et de numéraire pour préciser la charge imposée par le projet et de l’inclure dans la planification budgétaire du projet et de ses partenaires.

### Impact du projet

L’impact du projet à mi-parcours se manifeste par : (i) l’adhésion des populations aux principes de gestion des ressources naturelles préconisés par le projet, (ii) la réalisation des microprojets selon ces principes et (iii) la prise de l’initiative de conserver la biodiversité et de réduire l’incidence des activités agricoles sur la valeur productive des terres. Les chances de la durabilité de ces impacts sont grandes car les résultats en forme d’accroissement de la productivité et des revenus sont visibles déjà à court terme.

### Participation des parties prenantes

La participation des parties prenantes a été évoquée déjà dans les sections 2.6 et 3.2.4. Elle s’est manifestée par l’intérêt dans les résultats obtenus par le projet et la participation dans ses activités qui a atteint déjà la valeur de plus de 5 millions de dollars US. Les rencontres de la mission avec les représentants des parties prenantes laissent supposer que leur participation va continuer pendant la deuxième phase interne et.

### Durabilité

La durabilité du projet sera la fonction de la capacité de continuation, par les parties intéressées, des activités lancées par le projet. Dans le cas du projet, les parties intéressées sont représentées par (i) les populations rurales bénéficiaires directes, (ii) le MEPNBRLA et (iii) ses unités sur le terrain. Telle que perçue à mi-parcours, la durabilité du projet semble être assurée. Les populations bénéficiaires exécutent directement le projet (l’UCP et les ULP coordonnent et facilitent la réalisation) et en seront capables après le projet car les investissements demandent surtout l’apport en main d’œuvre et en matériel local. Le fonds pour les AGR est disponible via le système de microcrédit qui est rependu au Sénégal et le matériel végétal est sur place car le projet a installé les pépinières et formé les agriculteurs en collecte des grains et en culture des plantules. Le MEPNBRLA et ses unités de terrain, comme cela a été indiqué auparavant, a incorporé les objectifs du projet dans ses propres objectifs. Ceci confère aux objectifs du projet un statut de permanence. Ce statut est renforcé encore par la concordance directe entre les objectifs du pays en matière de la gestion des ressources naturelles et les objectifs du projet.

## Activités transversales

Les activités transversales du PNUD pertinentes au projet englobent la prise en compte de la question genre et minorités, les objectifs de millénaire et la communication.

### Genre et minorités

Les femmes participent aux réunions concernant la gestion commune du patrimoine villageois. Elles sont particulièrement actives dans les AGR car elles accèdent plus facilement au crédit car des institutions de micro-finance accordent plus de confiance aux groupements féminins qu’aux autres groupements. Également, les représentants d’autres professions et couches sociales participent dans la gestion des espaces communs inter-villageois. Ceci concerne en particulier les éleveurs et les populations transhumantes. Toutefois, le projet pourrait approfondir le problème de la présence des minorités professionnelles pour connaitre mieux leur problème d’accès aux terres et pour les aider à trouver une place optimale dans les programmes d’amélioration de la fertilité des sols. Par exemple, les minorités, les jeunes et les autres couches qui ne trouvent pas de plein emploi peuvent se spécialiser dans des professions relatives au reboisement et à l’amélioration de la fertilité des sols. Ainsi ils peuvent donner plus de professionnalisme et réduire les coûts tout en trouvant l’emploi.

### Réalisation des objectifs millénaires du pays

Le projet contribue directement à la réalisation de trois objectifs millénaires du Sénégal. Le rapport du projet n’informe pas sur sa contribution à la réalisation de ces objectifs. Cependant, selon l’avis de la mission, le projet contribue de manière significative è la réalisation de trois objectifs millénaires (Tableau X). Il serait valorisant pour le projet et utile pour le pays si le projet de concert avec le Comité national de pilotage et de suivi des objectifs et le PNUD pouvait périodiquement quantifier sa contribution.

1. Objectifs du millénaire du pays qui bénéficient de la contribution du projet

|  |  |
| --- | --- |
| Objectif 1 | **Réduction de l’extrême pauvreté et de la faim** |
| Cible 1 : | Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la  proportion de la population dont le revenu  est inférieur à un dollar par jour |
| Cible 2 : | Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population qui souffre de la faim |
| Objectif 3**.** | **Promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes** |
| Cible 4 : | Eliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire d’ici à 2005 si possible et à tous  les niveaux de l’enseignement en 2015 au plus  tard |
| Objectif 7 | **Assurer un environnement durable** |
| Cible 9 | Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources  environnementales |

### Visibilité et communications

Le projet a dépassé ses objectifs quant à la visibilité et la communication. La suite des activités dans ce domaine peut être orientée vers des programmes plus spécialisés comme la production des documents techniques et de vulgarisation concernant des AGR et des activités de gestion des ressources naturelles adaptées aux besoins des bénéficiaires et présentées de manière accessible pour les populations rurales qui ne maitrisent pas la langue officielle du pays (le Français). Le projet peut prendre une partie plus active dans le partage de son expérience avec d’autres projets et institutions impliqués dans la restauration des sols aussi bien au niveau national que régional.

# Conclusions

À mi-parcours, le projet est déjà bien avancé dans la réalisation de son programme. Les activités sont exécutées selon le programme prévu dans le DP. La contrepartie du projet, la DEF et ses unités sur le terrain sont pleinement impliqués. Les bénéficiaires directes c'est-à-dire les populations rurales du bassin arachidier et, en particulier, des sites d’intervention et des sites opérationnelles épousent la stratégie du projet de gestion participative des espaces intercommunautaires, des initiatives de restauration de fertilité des sols et de l’accroissement de la biodiversité. Le projet est adéquatement supervisé et bien conseillé. Ses résultats incitent les parties prenantes à prendre des initiatives semblables ou à contribuer à la réalisation des objectifs du projet en tant que ses cofinanciers.

La deuxième phase sera certainement celle de continuation des activités qui n’ont pas encore permis de livrer tous les produits, et celle de consolidation des résultats obtenus. Cette consolidation peut prendre une forme de conseil (technique, administratif et juridique) et de facilitation (identification des supports technique et financier pour les populations du bassin auprès des institutions gouvernementales et des projets).

Toutefois, il pourrait être utile pour l’équipe du projet de commencer la deuxième phase interne par la réflexion critique sur son passé. En particulier d’identifier des facteurs qui peuvent favoriser davantage son déroulement, approfondir la connaissance des mécanismes socio-économiques qui favorisent l’adhérence des populations et bien cerner les conditions extérieures, celles en dehors des compétences du projet, mais qui conditionnent son fonctionnement comme la situation politique.la sécurité, le respect de la loi ou la pression démographique.

La suite du chapitre est consacrée à l’analyse des conditions utiles pour le déroulement de la deuxième phase. Ensuite le chapitre revoit les modifications qui pourront être introduite au début de la deuxième phase interne (le temps de fonctionnement entre la mi-parcours et la fin du projet) et au pendant son fonctionnement. Finalement, le chapitre discute l’extension de l’analyse des risques aux communautés rurales.

## Conditions utiles au bon déroulement de la deuxième phase interne du projet

Les projets de développement rural sont imbriqués dans le contexte social, culturel, législatif et politique. Dans le passé ce contexte a abouti au développement des pratiques agraires destructrices pour l’environnement. Le projet a contribué à la prise de conscience des populations par rapport : (i) au rôle des femmes dans la gestion du patrimoine commun, (ii) à la participation des leaders religieux et traditionnels dans la planification et ensuite au respect des obligations par les communautés, (iii) à la nécessité de gestion conjointe intercommunautaire et interprofessionnelle du terroir basée sur un programme formellement établi (comme les PDL) et respecté, finalement (iv) à l’obligation de l’harmonisation des plans locaux établis par les membres des communautés avec les plans régionaux et nationaux établis par des institutions politiques et administratives.

Les leçons tirées de cette expérience pourraient accompagner l’exécution des activités et être testées pendant la deuxième phase.

La réalisation de la deuxième phase interne peut être placée sous le signe de la recherche des conditions indispensables pour la pérennité des acquis du projet. L’expérience de l’équipe du projet dans ce domaine précis, et qui remonte à l’année 2005 peut être une source de renseignement et d’inspiration pour d’autres projets semblables.

## Modifications à introduire au début de la deuxième phase

Par ses conseils et la confiance des populations rurales de la zone concernée, le projet a un grand impact sur les décisions économiques des bénéficiaires. La justification dernière les techniques recommandées par le projet comme les AGR les techniques de régénération des sols ou l’augmentation de la biodiversité semble être évidente, mais pour que l’argumentation en leur faveur soit solide, elle doit être soutenue par des analyses agro-économiques. Les méthodes proposées doivent être les meilleures disponibles et des plus rentables. Le bien-être des bénéficiaires qui suivent les propositions du projet et la confiance au projet et à sa contrepartie sont en jeu. Le projet, conjointement avec d’autres parties prenantes peut prendre l’initiative d’une revue critique des techniques et méthodes disponibles pour en sélectionner les plus éprouvées et les mieux adaptées aux conditions locales.

## Fonctionnement du Projet pendant la deuxième phase interne

Le projet tient des comptes détaillés qui classent les dépenses selon les activités et les produits délivrés. Ces données ne font pas encore l’objet, de la part du projet, d’une exploitation et d’une analyse profondes en vue de l’optimisation de son efficacité et de son efficience. Pendant la deuxième phase, le projet subira moins de pression pour réaliser les activités sur le terrain car la plupart des objectifs seront atteints. Profitant de cette situation, il peut renforcer la gestion des activités (du projet et ceux recommandées aux bénéficiaires) basées sur l’optimisation de ses coûts et d’efficience. Comme conséquence, le projet peut sciemment choisir les voies les plus efficaces et les plus économiques d’intervention. L’expérience du projet sera utile pour sa contrepartie et pour d’autres projets de la région.

## Difficultés et risques

Le DP a été peu spécifique au sujet des difficultés et des risques. La présente mission a identifié trois risques qui peuvent surgir au cours de l’exécution de la deuxième phase (section 4.5). Le projet peut apporter plus de nuance à cela par une identification des risques spécifiques pour les SdI et SO et qui peuvent diminuer ou freiner l’impact ou limiter la portée des résultats obtenus. Les risques et difficultés spécifiques à une activité donnée identifiés par le projet conjointement avec la communauté concernée peuvent stimuler le projet et la communauté pour trouver les méthodes de leur mitigation et de création des conditions où leur apparition deviendra moins probable et les conséquences moindres.

# Recommandations

Les recommandations présentées dans ce chapitre découlent directement des conclusions du chapitre précédent. Elles seront regroupées en trois sections : adressées au gouvernement, au PNUD et au projet.

Gouvernement

1. Faire le point et organiser une réflexion critique des résultats obtenus par le projet grâce à la méthode de gestion participative et l’approche communautaire. Les résultats pourront servir comme directives dans la préparation des plans nationaux et des projets dans le domaine de la récupération des sols.

PNUD

1. Conjointement avec les autres projets et agences de développement, organiser un échange d’informations et d’expériences concernant le fonctionnement des projets de restauration des terres dégradées dans le Sahel. Produire un guide qui présentera l’expérience des projets PNUD et les meilleurs pratiques.

Projet

1. Calculer le coût-bénéfice financier et économique des activités du projet et de ses volets techniques. Quantifier l’effort nécessaire en termes de temps de travail et de numéraire pour atteindre un objectif donné comme par exemple la préparation du PLD. Utiliser ces données pour programmer et vulgariser les activités de GRN et améliorer sa propre efficacité et efficience.
2. Préparer les matériaux de vulgarisation des AGR dans le domaine de la GRN éprouvés quant à leur faisabilité technique et leur rendement financier et économique élevé.
3. Conjointement avec les communautés rurales, identifier de façon plus détaillée les facteurs qui facilitent et ceux qui constituent une entrave dans l’implémentation des techniques GRN. Inclure les conclusions dans les programmes de travail.
4. Collecter des informations quantifiées et estimées statistiquement sur les indicateurs de réalisation de l’objectif du projet, les rendements, les zones cultivables et les pratiques culturales.

# Enseignements

Le chapitre décrit les bonnes pratiques du projet qui méritent d’être bien connues pour une audience en dehors du projet et selles que le projet peut améliorer.

## Bonnes pratiques

Le succès du projet est probablement un résultat de concordance de plusieurs facteurs.

* D’abord, il a derrière lui cinq ans d’expérience si l’on inclut le temps de sa phase de formulation et de test à laquelle pratiquement la même équipe de la contrepartie (la DEF) a participé.
* Ensuite, l’approche paysage qui impliquait la participation des populations bénéficiaires dans la planification, l’exécution et la supervision des travaux communautaires.
* Finalement la capacité de mobiliser toutes les ressources humaines faisant partie de la société rurale.

Il faut noter aussi que

* Les populations ont été préparées pour devenir les partenaires du projet. Leurs objectifs immédiats correspondent à ceux du projet. Il est devenu évident que les terres épuisées produisent de moins en moins et que l’amélioration de la situation demande un changement dans l’exploitation des sols et une meilleure organisation des communautés exploitantes.
* Le projet est arrivé avec des propositions viables de solution à ces deux contraintes majeures.
* Enfin, la coïncidence des objectifs des populations, et des objectifs du projet a été renforcée par ceux du gouvernement du Sénégal qui a commencé à créer des conditions favorables au développement des initiatives locales (notamment grâce à la décentralisation de ses services et la déconcentration du pouvoir administratif et politique).

L’exemple du projet illustre l’importance d’une bonne identification de l’objectif du projet comme une condition préalable à son succès.

## Pratiques à améliorer

La plupart des projets de développement agricole sont préoccupés par la réalisation des activités. En conséquence ils remettent au second plan un suivi soigné des résultats obtenus en terme de bénéfices financiers provenant de l’exécution de ces activités. Le PROGERT n’a pas échappé à cette faiblesse. Les bénéfices provenant des AGR et surtout celles qui doivent respecter la gestion durable des ressources naturelles (une restriction par rapport aux AGR qui ne respectent pas l’environnement) ne sont pas encore calculés. Pour combler cette lacune, le projet doit inclure dans son système de suivi et évaluation un volet d’évaluation chiffrée des revenus et des coûts.

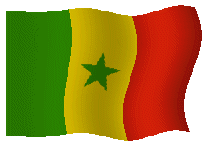
**Annexes**

##### Termes de référence

REPUBLIQUE DU SENEGAL

\*\*\*

UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

\*\*\*\*\* MINISTERE DE L’ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION DE LA NATURE, DES BASSINS DE RETENTIONS ET DES LACS ARTIFICIELS

\*\*\*\*\*\*\*

*DIRECTION DES EAUX, FORETS, CHASSES ET DE LA CONSERVATION DES SOLS*

****\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*

**PROJET DE GESTION ET DE RESTAURATION**

**DES TERRES DEGRADEES DU BASSIN ARACHIDIER**



**TERMES DE REFERENCE DE LA MISSION D’EVALUATION INDEPENDANTE A MI-PARCOURS DU PROGERT**

**Juillet 2010**

1. **INTRODUCTION**

Le Sénégal, pays sahélien situé à l’extrême ouest du continent africain entre les latitudes 12° et 16° 30 Nord et les longitudes 11°30 et 17° 30 Ouest connaît une baisse continue de sa pluviométrie et des actions anthropiques qui dégradent continuellement ses ressources naturelles. Avec une population de 9 524 089 d’habitants sur une superficie de 196 720 km² (Ministère de l’Economie, des Finances et du Plan, 2000), le taux de croissance démographique du pays est de 2,9 % par an en zone urbaine et 2,1 % par an en milieu rural où la population représente 60,5 % de l’ensemble.

L’économie sénégalaise repose principalement sur le secteur primaire dominé par la culture de l’arachide qui représente plus de 19% du PIB. Le Produit Intérieur Brut (PIB) était estimé en 2000 à 5,6 milliards de dollars EU (Direction de la Prévision et de la Statistique, janvier 2001).

La production agricole du Sénégal ne couvre en moyenne que 52% des besoins alimentaires de base et les terres arables ne représentent que 19% de la superficie du pays (3,8 millions d’hectares). Les taux d’exploitation les plus élevés se rencontrent dans le bassin arachidier (81%), les Niayes (65%), contre seulement 40% en Casamance et au Sénégal Oriental. La zone éco géographique du Bassin Arachidier, domaine d’intervention du projet, vaste de 46 367 km² et peuplée de quatre (4) millions d’habitants (soit 40% de la population totale du pays), a été fortement fragilisée par une croissance démographique élevée et de longues années de sécheresse. Par ailleurs, pour la satisfaction de leurs besoins énergétiques, les ménages consomment du bois et du charbon de bois qui, en terme de biomasse énergétique constituent 60 % de l’énergie nécessaire et cela au détriment des ressources ligneuses.

Face à cette situation, le Sénégal a initié une stratégie pour la réduction de la pauvreté de moitié d’ici à l’horizon 2015.Le secteur agricole occupe une place importante dans la mise en œuvre de ladite stratégie

En 2007, le Gouvernement du Sénégal a initié avec l’appui du Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le projet de Gestion et de Restauration des Terres dégradées du Bassin Arachidier (PROGERT) afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan National d’Actions pour la lutte contre la Désertification (PAN/LCD).

Caractérisée par une forte concurrence entre l’agriculture, l’élevage et la préservation de l’environnement, le PROGERT intervient dans six (6) régions administratives du Sénégal (dans des communautés rurales sélectionnées) au niveau de

Ainsi, de par ses domaines d’intervention qui sont caractérisés par la dégradation avancée des terres et de par ces objectifs et sa philosophie, le projet est en phase avec le Programme Opérationnel du FEM 15 (P.O 15). Mis en œuvre selon la Modalité de l’Exécution Nationale (NEX), le projet est aussi en adéquation avec les nouvelles priorités stratégiques du FEM 4, en ce sens qu’il cherche à promouvoir les bonnes pratiques en Gestion Durable des Sols dans des zones importantes aussi bien au niveau national que global, mais fortement dégradées.

Le projet vient d’entamer sa troisième (3ème) année d’exécution. Le document du PROGERT a prévu, dans le cadre du plan de suivi évaluation, qu’une évaluation indépendante sera effectuée à mi – parcours, au courant de la troisième année d’exécution, en vue d’apprécier le degré de réalisation des activités, l’efficacité, l’efficience et la bonne mise en œuvre du projet. Ainsi, les présents TDR décrivent les tenants et aboutissants d’une telle mission.

**II CONTEXTE**

**II.1 Rappel historique sur le PROGERT**

Un accord de financement sous forme de PDFB d’une durée de 12 mois accordé par le Fonds pour l’Environnement Mondial (FEM), a été signé entre le Gouvernement du Sénégal et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) le 16 mars 2005 pour la formulation du projet.

L’élaboration du PROGERT s’est inscrite dans une démarche globale visant une gestion concertée de l’interface conservation des ressources - production, conformément aux conventions ratifiées par le Sénégal, et mettant en exergue l’idée d’un « Développement Durable ». La formulation du document du PROGERT a été participative avec l’implication de toutes les catégories d’acteurs de la gestion des ressources naturelles.

La phase de développement du PROGERT a démarré en octobre 2007 pour une durée de cinq ans. Financé conformément aux directives du programme opérationnel 15 (P.O 15) du FEM, dont les objectifs essentiels sont :

* Minimiser les causes de la dégradation des sols et ses effets sur la structure et l’intégrité fonctionnelle des écosystèmes en adoptant des techniques de gestion durable, et ;
* Contribuer à l’amélioration des moyens d’existence et les conditions de vie des populations,

la réalisation du projet doit permettre d’accroître et d’instaurer les meilleures pratiques pour réhabiliter et restaurer les sols dégradés, conformément aux objectifs de mise en œuvre effective du Plan d’Actions National pour la Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD).

Les différents axes d’intervention du PROGERT sont : (i) la mise en œuvre de

technologies agro-sylvo pastorales adaptées et novatrices d’intensification de la production, (ii) l’introduction de méthodes fiables et reproductibles de réhabilitation des terres dégradées, (iii) l’utilisation de l’approche paysage en vue de maintenir et de renforcer la cohérence entre les stratégies, programmes actuels et les interventions du projet, afin d’obtenir de meilleurs résultats, (iv) le maintien d’une synergie entre les acteurs par la promotion d’un partenariat durable en particulier avec les populations locales (les organisations communautaires de base) pour assurer une convergence avec le DSRP, le PAN/LCD ainsi que d’autres cadres de développement national à travers la mise en œuvre d’activités génératrices de revenus liées aux principes de gestion durable des terres.

La stratégie de base est « l’approche paysage », une approche holistique et participative déclinée à travers une démarche Thématique et Zonale. La stratégie d’intervention est axée sur la promotion de cadres contractuels locaux, l’impartition ou le « Faire-Faire », la Promotion des moyens d’existence durable, le renforcement des Capacités, la Promotion du Genre et l’alliance/Partenariat

**II.2 Présentation du PROGERT**

Le PROGERT est une initiative du Gouvernement du Sénégal soutenue financièrement par le FEM et le PNUD, et mise en œuvre selon la Modalité de l’Exécution Nationale (NEX). Le Ministère en charge de l’Environnement est l’Agence de Coopération Gouvernementale à travers la Direction des Eaux et Forêts.

L’objectif du projet est d’augmenter les meilleures pratiques pour réhabiliter et restaurer les sols dégradés : ce qui est en parfaite adéquation avec les objectifs de mise en œuvre effective du Plan d’Actions National pour la Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD). Le PROGERT permet de renforcer et de compléter les actions positives en cours pour une meilleure prise en charge des causes anthropiques majeures qui sont étroitement liées à la pauvreté en mettant l’accent sur :

* La cohérence des différentes interventions à la base (entre les politiques et les programmes) pour un plus grand impact ;
* La synergie entre les acteurs du changement, par le biais d’un partenariat durable avec tous les acteurs et plus particulièrement les populations qui doivent être guidées et soutenues par les collectivités locales et les organisations communautaires de base qui jouent un rôle très important ;
* La convergence avec les objectifs visés dans le DSRP en promouvant les activités qui combinent à la fois la gestion des terres et la lutte contre la pauvreté.

Dans sa mise en œuvre, le PROGERT s’est focalisé sur : (i) la mise en œuvre de technologies agro-sylvo pastorales adaptées et novatrices d’intensification de la production, (ii) l’introduction de méthodes fiables et reproductibles de réhabilitation des terres dégradées, (iii) l’utilisation de l’approche paysage en vue de maintenir et de renforcer la cohérence entre les stratégies, programmes actuels et les interventions du projet, afin d’obtenir de meilleurs résultats, (iv) le maintien d’une synergie entre les acteurs par la promotion d’un partenariat durable en particulier avec les populations locales (les organisations communautaires de base) pour assurer une convergence avec le DSRP, le PAN/LCD ainsi que d’autres cadres de développement national à travers la mise en œuvre d’activités génératrices de revenus liées aux principes de gestion durable des terres.

La stratégie de base est « l’approche paysage », une approche holistique et participative déclinée à travers une démarche Thématique et Zonale. La stratégie d’intervention est axée sur la promotion de cadres contractuels locaux, l’impartition ou le « Faire-Faire », la Promotion des moyens d’existence durable, le renforcement des Capacités, la Promotion du Genre et l’alliance/Partenariat.

**III. OBJECTIF DE LA MISSION D’EVALUATION A MI-PARCOURS**

L’objectif globale de la mission d’évaluation est de faire, après trois ans d’exécution, une évaluation à mi-parcours du PROGERT au regard des indicateurs du cadre logique d’une part, et des indicateurs d’efficience, d’efficacité, de respect des délais et de la qualité du personnel d’autre part.

Cette évaluation doit :

* Comporter une analyse de l’impact socio-économique et de la viabilité, durabilité des actions ;
* proposer au besoin, une réorientation des actions afin de mieux les cadrer avec la nouvelle orientation macro-économique du PAN /LCD d’une part, et le contexte socio-économique actuel d’autre part ;
* apprécier les performances de l’équipe du projet par rapport aux objectifs et résultats attendus ;

Plus spécifiquement, la mission devra apprécier :

* **La pertinence et la cohérence**qui permettent d’apprécier la justesse du projet par rapport au diagnostic ou encore à la problématique dégagée, ainsi que l’agencement des actions voire la stratégie à mener en tenant compte des objectifs et du contexte. La mission devra vérifier la concordance du projet avec les besoins et les demandes des bénéficiaires, ainsi que sa conformité avec les orientations stratégiques et générales du pays ;
* **l’efficacité** pour apprécier dans quelle mesure les activités du projet ont permis d’atteindre les résultats escomptés;
* **L’efficience** pour mesurer les résultats ou effets obtenus par rapport aux moyens matériels, financiers et humains mis en œuvre, conformément aux normes requises ;
* **La durabilité,** c'est-à-dire la viabilité et la reproductibilité des actions entreprises par le projet et la représentation des différents groupes de bénéficiaires dans les instances.

L’évaluation devra enfin dégager des recommandations pour éclairer la mise en œuvre du projet au cours des prochaines années et contribuer au renforcement, en termes de planification et de formulation, des deux dernières années de mise en œuvre du projet.

**IV. MANDAT DES CONSULTANTS**

Cette évaluation sera menée simultanément par des Consultants indépendants et coordonnée par la Direction de la Planification nationale sur une durée maximum de quatre (4) semaines calendaire.

De manière spécifique, elle mettra l’accent sur les points suivants :

* **La conception :** porter un avis sur la pertinence du projet comme réponse aux problèmes à résoudre. En somme, il faut dire si les objectifs du projet comme ses résultats attendus tels que traduits dans le cadre logique ont été clairement, explicitement et logiquement exprimés dans le document du projet en termes vérifiables. Il faudra en même temps apprécier le degré de cadrage des résultats attendus du PROGERT aux OMD (éléments de référence), au DSRP (secteur concerné) et aux éléments de référence du CDSMT (orientation stratégique et programme).
* **Le cadre institutionnel :** apprécier la cohérence du montage du projet avec les principes de l’exécution nationale, en considérant le cadre institutionnel et la structuration des Unités locales du Projet.
* **L’élaboration des plans de travail annuels et trimestriels :** apprécier l’efficacité et l’efficience du processus de planification des activités du PROGERT (PTA, PTT).
* **La mobilisation des ressources :** apprécier les changements (économique, technique et conjoncturel, etc.) intervenus ainsi que la qualité et la promptitude des mesures prises par les gestionnaires pour favoriser une bonne capacité ’absorption.
* **La mise en œuvre des activités et les résultats obtenus :** apprécier la pertinence des stratégies développées sur le terrain et des initiatives prises par les responsables du projet pour mettre en œuvre les activités planifiées. Apprécier également le degré d’atteinte de cibles fixées au PROGERT d’ici 2012.
* **Les partenariats établis :** apprécier la synergie avec les structures publiques, les projets, les programmes, associations et autres ONG intervenant dans la zone du bassin arachidier.
* **L’exécution financière :** apprécier l’efficacité et l’efficience du projet en termes de gestion financière. Elle examinera le mécanisme de suivi budgétaire (rapports financiers…).
* **Le système de rapportage du projet :** apprécier les délais de fourniture des différents rapports. La mission fera le point sur la qualité et la promptitude des rapports : rapports des ULP, rapports de l’UCP (rapports annuels, trimestriels), rapports du CNP, du CST ….
* **Les mécanismes d’orientation, de conseil et de suivi/coordination :** apprécier la régularité des réunions/rencontres des différents organes tant au niveau central qu’au niveau des sites (Comité de Pilotage, Comité Scientifique et Technique, Comité Technique de Suivi, Comités Inter Villageois…).
* **Les atouts/contraintes rencontrés :** identifier tous les facteurs ayant favorisé ou entravé la mise en œuvre des activités. Elle établira les conséquences des facteurs négatifs et identifiera les mesures correctives à entreprendre.
* **La communication/visibilité du projet et la prise en compte des questions liées au genre et à la réduction de la pauvreté :** apprécier la pertinence des moyens de communication mobilisés pour une meilleure visibilité du Projet ainsi que l’intégration de la dimension genre dans la mise en œuvre du projet.

**V. PRODUITS ATTENDUS / LIVRABLES**

Il est attendu de l’équipe d’évaluation de :

* se conformer aux TDR et aux termes du contrat de prestation la liant au commanditaire
* fournir un rapport provisoire au terme de la troisième semaine :
  + tirant des conclusions spécifiques concernant le déroulement du projet ;
  + faisant des recommandations détaillées et ciblées pour une meilleure mise en œuvre des activités du projet non seulement pour le reste de la durée de la présente phase, mais également pouvant donner des orientations pour la phase 2 du RPOGERT ;
* fournir dix (10) exemplaires du rapport final au terme de la quatrième semaine en français avec une copie traduite en anglais, tenant compte des observations du comité de pilotage ;

Le Chef de la mission est responsable de la rédaction du rapport. Le rapport sera rédigé en français et sera soumis au PNUD et au Gouvernement en format électronique avec copie à l’équipe du projet. Cinq (05) exemplaires imprimés en «hard copy» devront également être envoyés à la fin de la mission au Directeur de la Planification Nationale, Président du Comité de pilotage.

**VI. SUPERVISION DE LA MISSION**

Les travaux de la mission seront supervisés par un comité de pilotage présidé par la DPN et composé de la CAP, la DCEF ; la DEF, la DDI, le PNUD, le CEPOD, le PCBRF, et chargé de suivre et valider les résultats de l’évaluation. Il organisera deux réunions pendant la mission :

* une réunion de briefing au démarrage de la mission pour apprécier l’orientation méthodologique des consultants ;
* une réunion de débriefing permettant d’examiner les conclusions et recommandations du rapport provisoire.

Une visite des sites sera organisée durant la mission et les coûts de la mission sont prévus dans le budget du projet.

La documentation nécessaire au bon déroulement de l’évaluation sera mise à la disposition de la mission (version électronique, documents imprimés en «hard copies». Il y a lieu de noter qu’avant le début des travaux, les membres de la mission pourront disposer des documents de base (descriptif du projet, rapports trimestriels et annuels, documents techniques…).

**DUREE**

La mission est prévue en **octobre 2010**, pour une durée de quatre semaines calendaires (20 jours ouvrables).

**VII. PROFIL DES CONSULTANTS**

La mission d’évaluation à mi-parcours sera composée de deux (02) consultants :

- **un consultant international**, chef de la mission. Le consultant devra être un spécialiste en Gestion durable des terres (biophysique, spatial, temporel et socio-économique) couvrant notamment une expertise sur la lutte contre la désertification avec des synergies sur les changements climatiques. Il/elle doit également disposer d’une parfaite maîtrise des outils de la planification locale, d’aménagement des formations naturelles avec une solide connaissance du pastoralisme, et du système financier décentralisé. Le consultant devra avoir un diplôme universitaire niveau PHD ou équivalent et une expérience professionnelle d’au moins 10 ans et être capable de parler et d’écrire couramment le français et l’anglais.

- **Un consultant national,** spécialiste en gestion des ressources naturelles avec une expertise avérée dans l’agroforesterie, le pastoralisme et les systèmes de financement décentralisé. Le consultant devra être titulaire d’un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent et avoir une expérience professionnelle d’au moins d’au moins 10 ans.

**VIII. SELECTION DES CONSULTANTS**

La sélection du consultant international se est du ressort du PNUD qui propose une shorlist. Une semaine après son recrutement, il devra fournir une note d’orientation. Une fois recruté, la procédure de recrutement du consultant national sera lancée. Ce dernier se conformera au chronogramme décliné par le chef de mission.

La sélection du consultant national se fera sur la base d’un dossier comprenant le CV et se fera conformément aux règles de procédures nationales

**IX. FINANCEMENT**

Le financement de la mission d’évaluation indépendante est totalement à la charge du PROGERT. En plus des honoraires des consultants, les frais liés aux visites de terrain seront à la charge du PROGERT.

##### Emploi de temps de la mission pendant le séjour sur le terrain

CALENDRIER DES RENCONTRES ET PERSONNES-RESSOURCES

| ***Format/ Activité*** | ***Date et lieu*** | ***Personnes-ressources/ Participants*** | |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Nom et Prénom (s)*** | ***Structure*** |
| Séance de briefing avec le Comité de Pilotage | 25 octobre 2010  Direction de la Planification Nationale DPN | SECK PAPA DIADJ  DIALLO ABABACAR  SECK SIRA SY  SAM YERO  NDIAYE IBRA SOUNKAROU  DIENG TANOR MEISSA  BASSE MICHEL BIRAME  FAYE MAGUETTE  TIBIRI SOLANGE | DCEF  DPN/ MEF  DPN/ MEF  DPN/ MEF  PROGERT  PROGERT  DPN/ MEF  CAP/ DDI/ MEF  PNUD |
| Séance de travail avec le Coordonnateur de la CAP/ DDI/ MEF | 26 octobre 2010  Cellule d’Appui à la mise en œuvre des Projets et Programmes CAP | SIGNATE BAKARY  DIA ARONA | CAP/ DDI/ MEF (Coordonnateur)CAP/ DDI/ MEF |
| Séance de travail avec le Directeur des Eaux et Forêts | 26 octobre 2010  Direction des Eaux et Forêts, Chasse et de la Conservation des Sols DEFCCS | SARR BABA  NDIAYE AMADOU | DEFCCS (Directeur)  DEFCCS |
| Séance de travail/ PNUD | 26 octobre 2010  PNUD | FALL ARONA  TIBIRI SOLANGE | PNUD  PNUD |
| Séance de travail/ DCEF | 26 octobre 2010  DCEF | DIEDHIOU ABDOUL AZIZ  NDIAYE MAGUETTE DIOP  SECK PAPA DJADJI | DCEF/ MEF  DCEF/ MEF  DCEF/ MEF |
| Séance de travail/ PNUD/ FEM | 27 octobre 2010  PNUD/ FEM | DIOUF HENRY RENE | PNUD : FEM |
| Séance de travail avec le Directeur de l’Environnement et des Etablissements Classés | 27 octobre 2010  DEEC | DIONE ERNEST | DEEC (Directeur Adjoint) |
| Réunion de travail avec le Comité Scientifique et Technique du PROGERT | 27 octobre 2010  UCP/ PROGERT | ANDRE DANIEL  BALDE A.  DIOP PASCAL  DIENG MOMAR  DIAGNE PAPE  SARR PAPE  SYLLA KHALI  NKOUROUMA DESIRE  BADIANE SOULEYE | DEFCCS/ UNCCD  NEPAD/ ENVIRONNEMENT  ULP/ DIOURBEL  DGR  INP  ATGMV  ANCAR  ………………….  DEFCCS/ RECH. SCIENT |
| Séance de travail avec la Direction de l’Agriculture | 28 octobre 2010  Direction de l’Agriculture | DIEME IBRAHIMA | DA/ MA |
| Séance de travail avec la Direction de l’Elevage | 28 octobre 2010  Direction de l’Elevage | NIANG MAMADOU | DIREL/ MEL |
| Réunion de travail ULP/ Partenaires Région de LOUGA | 2 novembre 2010  IREF/ LOUGA | TALL DEMBA  BA AÏSSATOU  NDIAYE GORA  MEDANG GUY VALENTIN  GUEYE ABDOURAHMANE  SAMBOU LAMINE | SDDR/ LOUGA  SRDC/ LOUGA  IREF/ LOUGA  ULP/ PROGERT/ LOUGA  SRADEL/ LOUGA  SF/ IREF/ LOUGA |
| Réunion de travail ULP/ Partenaires Région de DIOURBEL | 3 novembre 2010  IREF/ DIOURBEL | CISSOKHO OUSMANE  SANE OUMAR  GASSAMA OUSMANE  DIOP PASCAL MBAYE  DIOP ABDOULAYE  DIATTA MALANG | IREF/ DIOURBEL  DRDR/ DIOURBEL  CAURIE MICROFINANCE  ULP/ PROGERT  SF/ IREF/ DIOURBEL  DRCS |
| Réunion de travail ULP/ Partenaires Région de KAOLACK | 4 novembre 2010  IREF/ KAOLACK | KONE ADAMA  GUEYE SAKHARY  VARORE MAMADOU  DIASSE FATOU KINE  NGOM MAMADOU  DIAKHATE ABSA  NIANE MASSAER | ULP/ PROGERT/ KAOLACK  SF/ IREF/ KAOLACK  PERACOD/ KAOLACK  ASCOM/ NDIAFFATE  SDDR/ KAOLACK  APROFES/ KAOLACK  IRSV/ KAOLACK |
| Réunion de travail ULP/ Partenaires Région de FATICK | 5 novembre 2010  IREF/ FATICK | COLY ALADJI  SARR MOUSTAPHA  CAMARA OUSMANE  THIANG ALPHONSE | IREF/ FATICK  ULP/ FATICK  SDDR/ FATICK  SDDR/ FATICK |
| Réunion de travail ULP/ Partenaires Région de KAFFRINE | 5 novembre 2010  IREF KAFFRINE | DIAW NDEURY  KONE ADAMA  SY DIAGNE  BADIANE CHEIKH  DIATTA ANDRE  TRAORE FILY  DIAGNE ALADJI MACODOU  DIOP DIAWO DIAKHATE | IREF/ KAFFRINE  ULP/ PROGERT/ KAFFRINE  ASCOM/ DAROU MINAM  CONSEIL REGIONAL  IREF/ KAFFRINE  FEMMES FORESTIERES/ KAFFRINE  IREF/ KAFFRINE  IRSV/ KAFFRINE |
| Réunion de travail ULP/ Partenaires Région de THIES | 8 novembre 2010  IREF/ THIES | DIEME SEYDO  SOW MAMADOU  NDIAYE MOUSTAPHA  DIARRA MOUSTAPHA B. BA BAÏDY  GUEYE ABDOULAYE | ADT/ GERT  IREF/ THIES  IREF/ THIES  ULP/ PROGERT/ THIES  IREF/ THIES  ADT/ GERT |

##### Matrice d’évaluation

**Revue à mi-parcours PROGERT**

| **Sujet évalué** | **Questions** | **Indicateurs** | **Sources** | **Méthode de collecte des données** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif global:** Contribuer au développement durable du secteur rural au Sénégal et à la préservation de l’intégrité et de la stabilité des écosystèmes pour assurer la durabilité de leurs fonctions et services. | | | | |
| **Objectif Spécifique du projet**  Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Rendements moyens de mils et d’arachide dans 5 sites (ce faisant pour la restauration de la fertilité des terres arables dans le paysage à travers leur intensification  Expansion agricole dans les forêts et pâturages dans 5 sites  Nombre d’hectares de terres dégradées réhabilitées dans 5 sites | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  MEPNBRLA  MEF  PNUD  ARD | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Composante 1 :**  **Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées.** | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours)   Difficultés rencontrées | Augmentation des rendements et diversification des productions. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  PNUD  MEF  MEPNBRLA  ARD | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 1.1** : L’espace rural est géré de façon rationnelle pour combattre la perte massive du couvert végétal. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours)Difficultés rencontrées | Nombre d’agropasteurs ayant adopté et appliqué les nouvelles règles d’utilisation des terres et de préparation des champs. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ARD | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 1.2 :** Des modèles d’intensification agricole durables sont  vulgarisés | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’agropasteurs ayant appliqué les techniques d’intensification durables sur le plan environnemental. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  Services techniques  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 1.3 :** La capacité d’adaptation aux changements climatiques est augmentée. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’agriculteurs ayant adopté des techniques culturales de résistance à la sécheresse (labour zéro) comme moyen d’adaptation aux changements climatiques | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  Services rechniques  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 1.4 :** Les terres salées sont restaurées. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’hectares de terres salées cultivables | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  Services rechniques  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 1.5 :** Les terres cultivables sont restaurées à travers une gestion intégrée de la fertilité par l’agroforesterie et la conservation des eaux et des sols. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’hectares de terres cultivables restaurées | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  Services rechniques  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Composante 2 :**  **Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques.** | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Degré d’utilisation des codes de conduite  Nombre de plans d’utilisation des terres élaborées et mis au point | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  PNUD  MEF  MEPNBRLA  ARD | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 2.1**.  Les agropasteurs et les transhumants adoptent des règles et des technologies durables pour l’utilisation des terres de parcours. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’hectares de terres pastorales délimitées et gérées suivant des règles consensuelles basées sur les réserves pastorales ou pastoraux traditionnels. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ADR  Services techniques  ULP  Bénéficiaires directes | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 2.2.** Des corridors sont négociés et établis pour l’accès du bétail à l’eau et au pâturage à travers les zones de parcours. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’hectares de terres délimitées et enrichies. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ADR  Services techniques  ULP  Bénéficiaires directes | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 2.3.** Des plans d’aménagement participatifs sont élaborés pour les forêts villageoises, aménagées et pour les forêts classées. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’hectares de villages et de forêts communautaires ayant adoptés les plans d’utilisation des terres et appliqué les codes de conduite. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ADR  Services techniques  ULP  Bénéficiaires directes | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 2.4.** Des pratiques agropastorales sont améliorées pour l’intensification durable de la production pastorales et pour la satisfaction des besoins énergétiques (foin, production de fourrages apport de fumier, plantation d’arbres pour le fourrage aérien et l’énergie) respect des capacités de charge des parcours. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’éleveurs ayant adopté les pratiques d’intensification durables | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ADR  Services techniques  ULP  Bénéficiaires directes | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 2.5.** L’utilisation et la consommation du bois-énergie sont améliorées | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de ruraux ayant adopté au moins une technique d’économie d’énergie | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ADR  Services techniques  ULP  Bénéficiaires directes | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Résultat 2.6.**  Les collectivités améliorent le réseau de pare-feu à travers une meilleure organisation (comité de lutte contre les feux de brousse, formation et équipement) | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de comités villageois faisant partie du réseau. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ADR  Services techniques  ULP  Bénéficiaires directes | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| **Composante 3 :**  **Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage.** | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de plans de gestion intégrée des terres élaborés et mis en œuvre qui renforcent la capacité d’adaptation des systèmes locaux aux changements climatiques et aux sécheresses récurrentes.  Nombre de partenariat public/privé à travers l’approche paysage  Nombre d’auto-évaluation transparente, participative et concertée et de politiques d’incitation par les Ministères concernées utilisant l’approche paysage  Nombre de décideurs locaux qui ont une meilleure compréhension des problèmes de durabilité environnementale. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  MEPNBRLA  ARD  UNDP  MEF | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Consultation sur l’internet |
| **Résultat 3.1.**  Les besoins en formation sur le plan individuel, institutionnel et systémique sont identifiés | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Plan de formation par catégorie d’acteurs pour une stratégie détaillée de renforcement de capacités. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 3.2.**  Les capacités des acteurs clés (élus locaux, services techniques, OCB, équipe de projet) sont renforcées. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’initiatives de régénération des terres développées par les acteurs | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Résultat 3.3.**  Le réseau des journalistes en environnement participe à l’identification, à la dissémination et l’amélioration des bonnes pratiques. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de publications de journalistes. | Document du projet  Rapports annuels  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Résultat 3.4**  La formation sur les textes de la décentralisation est assurée. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre d’agents de vulgarisation et de responsables ruraux formés. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Résultat 3.5**  Des accords sont établis avec les institutions financières locales pour le développement de mécanismes de financement durable de la gestion des terres. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Des protocoles pour l’octroi de crédits axés sur la gestion durable des terres. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Résultat 3.6**  Les décideurs locaux et les agents du système judiciaires sont formés pourmieux prendre encharge les conflits fonciers par le biais de l’approche paysage. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de responsables chargés du règlement des conflits familiarisés aux questions de gestion durable des terres et de l’environnement | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Résultat 3.7.**  Les comités consultatifs locaux sont rendus opérationnels et assurent une réelle participation des communautés à la gestion des conflits | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de comités consultatifs locaux créés ou redynamisés. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Résultat 3.8**  Le Comité National de Pilotage et le Comité Scientifique et Techniques assurent régulièrement la supervision du projet | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de réunions de comité ayant abouti à des prises de décisions. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  CST  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Composante 4 :**  **Activités Génératrices de Revenus rendues compatibles avec les principes de Gestion de Ressources Naturelles et Gestion Durable des Terres** | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Revenu moyen par habitant (niveau de pauvreté). | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  MEPNBRLA  ARD  UNDP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 4.1.** Les activités génératrices de revenus liées aux principes de Gestion durable des terres sont développées | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de personnes ayant bénéficié de l’appui de projet pour développer des activités génératrices de revenus compatibles avec la gestion durable des terres. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 4.2.** le secteur privé et les petites entreprises sont motivés pour promouvoir la gestion durable des terres. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Lignes de crédit ouvertes pour la gestion durables des terres. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ARD  Services techniques deconcentrées  ULP  Représentants des services privés | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| **Composante 5 :**  **Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi.** | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Nombre de cadres de concertation fonctionnels. | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  MEPNBRLA  ARD  PNUD  MEF | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Résultat 5.1.**  Une unité de Coordination de gestion et de suivi évaluation impliquant tous les acteurs dans le Bassin Arachidier est créée et fonctionnelle. | * L’état d’indicateur au lancement du projet * L’état d’indicateur à mi-parcours * L’état d’indicateur prévu à la fin du projet * L’état escompté à la fin du projet * Coût d’exécution d’activités liées à l’indicateur (prévus et à mi-parcours) * Difficultés rencontrées | Niveau d’exécution des plans de travail approuvés | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  ULP | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés |
| **Objectif de la mission de revue du projet** | | | | |
| Pertinence et cohérence | Comparer le diagnostic et problématique dégagée  Correspondance du projet au diagnostic  Concordance des activités du projet avec le diagnostic et la stratégie du projet  Conformité des objectifs du projet et des résultats avec les priorités du pays |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| L’efficacité | Activités qui ont permis d’atteindre les résultats escomptés  Activités qui ont permettront d’atteindre les résultats escomptés  Activités qui ne permettront pas d’atteindre les résultats escomptés. Améliorations à orioiser |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| L’efficience | Activités dont le coût-efficacité a été analysée  Activités dont le coût-efficacité est a analyser  Utilisation des résultats des analyses |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| La durabilité | Actions durables  Actions dont la durabilité est à améliorer  Critères de durabilité |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| **Points spécifiques** | | | | |
| La conception | Problèmes à resoudre devant le projet  Réponses du projet aux problèmes |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  Documents stratégiques et politiques du Gouvernement, du PNUD et FEM | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante  Consultation sur l’internet |
| Le cadre institutionnel | Cohérence du montage avec l’exécution nationale.  Compatibilité du montage avec les attentes des secteurs concernés et du programme |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  FEM  PNUD et FEM | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante  Consultation sur l’internet |
| Les plans de travail | Processus de planification  Correspondance des rapports aux cadre logique  Les rapports sont-ils exhaustifs par rapport aux critères du PRODOC, PNUD, GEF et du Gouvernement |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| La mobilisation des ressources | Évolution de des ressources en fonctions des changements extérieurs aux projet, leçons apprises |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  Documents stratégiques et politiques du Gouvernement, du PNUD et FEM | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante  Consultation sur l’internet |
| La mise en œuvre des activités | Stratégie appliquées par le Prodoc  Stratégies nouvelles  Succès du projet  Difficultés d’exécution rencontrées |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| Les résultats obtenus | Le degré d’atteinte de cibles et impacts durables |  | Document du projet  Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  MEPNBRLA  PNUD  FEM | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| Les partenariats | Sénergies et partenariats avec les structures publiques, autres projets ONG et secteur privé |  | Rapports annuels  UCP  ARD | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels |
| L’exécution financière | Mécanismes de suivi budgétaire  Efficacité de la gestion financière  Efficience de la gestion financière |  | Rapports annuels,  UCP  PNUD  Gouvernement | Étude documentaire  Réunions |
| Le système de rapportage | Délais de fourniture des rapports  Qualité des rapports  Usage faite |  | Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  MEPNBRLA  PNUD  FEM | Étude documentaire  Réunions  Analyse d’information existante |
| Le suivi et coordination | Régularité des réunions  Impact sur le projet  Suivi des recommandations des réunions |  | Comité de pilotage  Comité scientifique et technique  Comité technique de suivi  Comité inter-villageois | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| Les atouts et contraintes | Entraves à l’exécution du projet  Facteurs facilitant l’exécution |  | Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  MEPNBRLA  PNUD  FEM  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs  Analyse d’information existante |
| La visibilité | Moyens de communication  utilité  Utilité et impact des moyens |  | Rapports annuels  Documents techniques  UCP  CP  ARD  MEPNBRLA  PNUD  FEM  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |
| La prise en compte de la lutte contre la pauvreté | Relation du projet avec la lutte conte la pauvreté  Impact obtenu  Impact escompté |  | Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ARD  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs  Consultation sur l’internet |
| L’intégration de la dimension genre et minorités | Contribution du projet à l’accroissement de la sensibilisation à la dimension genre et minorités |  | Rapports annuels  Documents techniques  UCP  ARD  Bénéficiaires | Étude documentaire  Réunions  Entretiens guidés  Questionnaire individuels  Questionnaires collectifs |

##### Guide d’entretiens

**Evaluation à mi-parcours du PROGERT**

**Guide d’entretien : Responsables locaux/ Partenaires/ Bénéficiaires**

| **Objectif global du projet :** Contribuer au développement durable du secteur rural au Sénégal et à la préservation de l’intégrité et de la stabilité des écosystèmes pour assurer la durabilité de leurs fonctions et services. | | | |
| --- | --- | --- | --- |
| **Objectif Spécifique du projet :** Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté. | | | |
| **THEMATIQUE À EVALUER** | **QUESTIONS** | **REPONSES** | **OBSERVATIONS/ RECOMMANDATIONS** |
| ***PERTINENCE ET COHERENCE*** | Est-ce que les actions que développe le projet depuis 3 ans correspondent aux attentes réelles des populations ? |  |  |
| ***EFFICACITE*** | Telles qu’elles sont menées, ces actions contribuent-elles à atteindre les objectifs que vise le projet ? |  |  |
| ***EFFICIENCE*** | Est-ce que les moyens investis dans les différentes actions du projet donnent des résultats : Très satisfaisants/ Peu satisfaisants/ Pas satisfaisants |  |  |
| ***DURABILITE*** | Les techniques, les méthodes et les moyens mis par le projet à la disposition des bénéficiaires sont-ils suffisamment appropriés et maîtrisés pour une pérennisation à la fin du projet ? |  |  |
| ***MOBILISATION DES RESSOURCES*** | Les ressources financières nécessaires à la bonne exécution des actions prévues à votre niveau sont-elles disponibles :  Toujours à temps ;  Parfois avec un léger retard ;  Toujours tardivement. |  |  |
| ***PARTENARIAT*** | Comment appréciez-vous le système de partenariat local du projet :  Très dynamique ;  Peu dynamique ;  Pas dynamique.  Quel est l’impact de ce partenariat sur le niveau d’atteinte des objectifs du projet :  Très déterminent ;  Relativement important ;  On peut s’en passer. |  |  |
| ***RAPPORTAGE*** | Votre antenne locale parvient-elle à déposer ses différents rapports :  Toujours à temps ;  Parfois avec un léger retard ;  Souvent avec du retard. |  |  |
| ***ATOUTS/ SUCCES*** | Quels sont les facteurs internes et externes au projet qui constituent des atouts ou des opportunités pour son meilleur développement ?  Y a-t-il des cas de réussite/ succès dans vos réalisations particulièrement dus à ces facteurs ? Lesquels ? |  |  |
| ***CONTRAINTES/ ECHECS*** | Quels sont les principaux facteurs internes et externes au projet qui constituent des faiblesses et des menaces pour l’atteinte de ses objectifs ?  Pouvez-vous citer des cas particuliers d’actions non réussies (échec) dues à ces facteurs. |  |  |
| ***COMMUNICATION INTERNE***  ***&***  ***COMMUNICATION EXTERNE*** | Quelle appréciation faites-vous en tant que démembrement local du projet et un maillon de tout sa chaine, sur le système de communication, de distillation de l’information et de participation à la prise de décision ?  Quelle est votre stratégie locale de communication pour une bonne visibilité du projet et de ses réalisations ?  Pouvez-vous citer quelques avantages que le projet a pu tirer de ce système de communication externe sur ses résultats ou son efficacité ? |  |  |
| ***CREDO GENRE*** | A votre avis, les méthodes d’intervention du projet prennent-elles suffisamment en considération les aspects liés au genre ?  Les femmes bénéficient-elles au même titre que les hommes des mêmes prérogatives :  Moins que les hommes ;  Autant que les hommes ;  Plus que les hommes |  |  |
| ***REDUCTION DE LA PAUVRETE*** | Le projet a-t-il concrètement contribué à votre avis à réduire le niveau de pauvreté des populations de cette zone ?  Si oui, en quoi exactement ? |  |  |

##### Évaluation des résultats obtenus à mi-parcours

| **Élément du projet** | **Situation avant le projet** | **Situation à la fin du projet** | **Indicateur** | **Situation à mi-parcours** | **Notation** | **Justification** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectif Spécifique du projet**  Catalyser la gestion durable des terres au niveau paysage dans le but de combattre la dégradation des terres et de réduire la pauvreté. | Baisse des rendements pour les cultures du mil et de l’arachide respectivement de 1.34% à 3%.  Augmentation moyenne dans les zones cultivables de 19, 68 % depuis les années 80.  Plus d’un million d’hectares de formations forestières et de parcours sont dégradées dans le Bassin Arachidier. | Augmenter les rendements de 10 % dans les cinq sites à l’année 5.  Stabiliser les zones cultivables à l’année 4.  Réhabiliter 60 000 ha de parcours et de forêts à l’année 4. | Rendements moyens de mils et d’arachide dans 5 sites (ce faisant pour la restauration de la fertilité des terres arables dans le paysage à travers leur intensification)  Expansion agricole dans les forêts et pâturages dans 5 sites  Nombre d’hectares de terres dégradées réhabilitées dans 5 sites. | Rendement ont augmenté  Les plans d’aménagement des forêts et la mise en défense élaborés avec la participation des populations environnantes signés en 2010 prévoient l’arrêt complète des extensions agricoles. Dès 2011 le projet introduit un système de suivi des extensions agricoles dans les forêts couverts par les conventions.  95 500 hectares des terres dégradées en réhabilitation et 70 km de parcours balisés et aménagés. | HS | Les résultats on dépassé les attentes aussi bien en termes quantitatives qu’en leur qualité et l’impact :   * Les rendements tes terres salées et récupérées ont augmenté * Les plans d’aménagement des forêts et la mise en défense élaborés avec la participation des populations * 30% plus de terres dégradées sont en réhabilitation * 70 km de parcours pour le bétail en transhumance délimités et aménagés. |
| **Composante 1 :**  **Fertilité des terres cultivables améliorée par le développement de technologies novatrices et adaptées.** | Etablissement de la situation de référence de la monoculture dès la première année  Baisse de la fertilité et faiblesse des rendements pour les deux principales cultures :  - Arachide : 1,34%/an  - Mil : 3%/an | Augmenter la diversification des productions moyennes par ménage de 50 % à l’année 5.  Augmenter les rendements de mil et d’arachide de 10 % à l’année 5. | Augmentation des rendements et diversification des productions. | Augmentation des rendements d’environ 50 %.  Avant le projet, la plupart des agriculteurs cultivaient le mil en intercalation avec les arachides. Actuellement le mil est intercalé avec les arachides, niébé, manioc, pastèque. En outre les agriculteurs ont réussi de cultiver le mais, le sorgho et le riz. | HS | Les pratiques de récupération des sols et d’application des techniques culturales adaptées à la sécheresse et à l’irrégularité des pluies ont permis de cultiver dans des terres récupérées et d’accroitre des rendements sur les sols restaurés. Selon les rapports du projet, les rendements de mil on passés de la médiane de 447 kilogrammes par hectare à 675 kilogrammes et de l’arachides coques de 398 à 767 kilogrammes.  La diversification des cultures sur les terres récupérées est passé de l’intercalation mil – arachide à l’intercalation du mil avec les arachides, le niébé, le manioc et le pastèque. Les agriculteurs ont également commencé à cultiver les plantes plus exigeantes comme le riz et le sorgho. |
| Résultat 1.1 : L’espace rural est géré de façon rationnelle pour combattre la perte massive du couvert végétal. | Incohérence et incompatibilité dans l’utilisation de l’espace dans la plupart des collectivités locales. | Assurer la mise en oeuvre de 15 plans locaux de développement élaborés dans les communautés rurales à l’année 4 acceptés par au moins 150 agropasteurs. | Nombre d’agropasteurs ayant adopté et appliqué les nouvelles règles d’utilisation des terres et de préparation des champs. | 11 plans locaux de développement élaborés, validés et appliqués par 8800 agropasteurs. 4 autres plans sont en cours de validation par les bénéficiaires. | HS | Le projet a dépassé l’objectif pour la mi-parcours. Les PLD sont acceptés par 8 800 bénéficiaires au lieu de 150 comme prévu pour la fin du projet et en train d’être appliqués. |
| **Résultat 1.2 :** Des modèles d’intensification agricole durables sont  vulgarisés | Tendance à une agriculture intensive dans le bassin arachidier et faiblesse dans la restitution des éléments minéraux et organiques du sol. | Amener 10 % d’agropasteurs à appliquer les techniques d’intensification durable à travers les services d’extension sur 20 sites couvrant environ 200 ha. | Nombre d’agropasteurs ayant appliqué les techniques d’intensification durables sur le plan environnemental. | 20 sites totalisant 200 ha identifiés. Tous les agropasteurs impliqués dans l’exploitation de ces sites (74 personnes) commencent à appliquer la gestion durable. | HS | Objectif dépassé. Tous les agropasteurs ont commencé à appliquer la gestion durable des sols sur les 200 hectares des terres par application du modèle d’intensification agricole durable. |
| **Résultat 1.3 :** La capacité d’adaptation aux changements climatiques est augmentée. |  | Amener 10 % de producteurs à adopter les nouvelles pratiques d’adaptation aux changements climatiques à l’année 4 dans les sites choisis. | Nombre d’agriculteurs ayant adopté des techniques culturales de résistance à la sécheresse (labour zéro) comme moyen d’adaptation aux changements climatiques. | 74 producteurs sensibilisés appliquent les techniques culturales de résistance à la sécheresse. | HS | Objectif dépassé. Tous les 74 agriculteurs (et non seulement 10 % d’entre eux) ont commencé à appliquer les techniques culturales basées sur le labour zéro. |
| **Résultat 1.4 :** Les terres salées sont restaurées. | 389 500 ha de terres salées | Mise en défens participative de 389 500 ha et récupération de 600 ha de terres salées à l’année 4. | Nombre d’hectares de terres salées cultivables. | 400 hectares des terres restaurées et cultivées actuellement. La disponibilité de coques d’arachides limite l’expansion de cette activité. Le Projet cherche les autres solutions. | S | 400 hectares tes terres salées sont restaurées. L’extension de l’activité est freinée par manque sur le marché de coques d’arachide. |
| **Résultat 1.5 :** Les terres cultivables sont restaurées à travers une gestion intégrée de la fertilité par l’agroforesterie et la conservation des eaux et des sols. |  | Appuyer 10 % des agriculteurs à appliquer les techniques de restauration couvrant au moins 5000 ha à l’année 5. | Nombre d’hectares de terres cultivables restaurées. | 2993 hectares restaurés en 2010. La gestion intégrée est généralisée. Le suivi de pour cent des agriculteurs qui la pratiquent commencera en 2011. | HS | Objectif est légèrement dépassé ; les techniques de préservation de fertilité des sols sur les sols restaurés sont pratiqués par tous(ou presque tous les agriculteurs). |
| **Composante 2 :**  **Utilisation des forêts et pâturages rationalisée par la promotion des bonnes pratiques.** | Existence de codes de conduite insuffisamment appliqués ou n’engageant pas toutes les parties ; | Appuyer la gestion de 60 000 ha de terres de parcours et de formations forestières sur une base communautaire à l’année 4. | **Degré d’utilisation des codes de conduite.**  **Nombre de plans d’utilisation des terres élaborées et mis en œuvre.** | Environ 70 % de bénéficiaires respectent les codes de conduite (plans d’utilisation des terres)  5 plans de conduite d’utilisation des terres préparées par le projet (en 2008 et 2009), vulgarisés et mises en œuvre | HS | Tous les objectifs sont largement dépassés. 95 500 hectares des terres de parcours au lieu de 60 000 hectares sont aménagés. Cinq plans d’utilisation des terres, cinq codes de conduite sont élaborés et environ 70% pour cent des agropasteurs respectent les codes de conduite et autant respectent les plans d’utilisation des terres. Sur 2000 hectares des corridors de parcours pour les animaux, 1400 sont délimités et aménagés. Toutes les forêts naturelles qui se trouvent dans la zone d’intervention du projet (2 972 hectares au lieu de 7 500 hectares pendant la planification du projet) sont aménagées. |
| **Résultat 2.1**.  Les agropasteurs et les transhumants adoptent des règles et des technologies durables pour l’utilisation des terres de parcours. | Existence de règles partiellement appliquées gérant des conflits dans les terroirs | Appuyer les populations dans la délimitation et la gestion de 20000 ha à l’année 5 par des règles consensuelles ;  Elaborer et adopter 5 codes de conduite dans l’utilisation des terres de parcours Protégées par un réseau de 200 km de pare-feu ;  800 lots de matériels. | Nombre d’hectares de terres pastorales délimitées et gérées suivant des règles consensuelles basées sur les réserves pastorales ou pastoraux traditionnels. | 95 500 hectares des terres agropastorales délimitées et gérées selon les codes de conduite (5 codes (conventions) de conduite, un par région) | HS | L’objectif est dépassé. 95 500 hectares des terres agropastorales aménagées. Les codes de conduite élaborés de manière participative et les règles de l’utilisation de l’espace commencent à être respectés. |
| **Résultat 2.2.** Des corridors sont négociés et établis pour l’accès du bétail à l’eau et au pâturage à travers les zones de parcours. |  | Appuyer la mise en place de 2000 ha de corridors inter communautaire. | Nombre d’hectares de corridors délimitées et enrichies. | 1400 ha de corridors sont délimités et aménagés (lieux de repos, abreuvoirs, pâturages). Un kilomètre de parcours s’étend en moyenne sur 20 hectares. | HS | Objectif est dépassé. Plus que la moitié des corridors prévus à la fin du projet sont délimités et aménagés. Les agriculteurs et les populations agropastorales gèrent conjointement les corridors. La gestion est organisée pendant des réunions inter-villageoises. |
| **Résultat 2.3.** Des plans d’aménagement participatifs sont élaborés pour les forêts villageoises, aménagées et pour les forêts classées. | 41 % des forêts naturelles sont dégradées | Protéger au moins 7500 ha de forêts naturelles. | Nombre d’hectares de villages et de forêts communautaires ayant adoptés les plans d’utilisation des terres et appliqué les codes de conduite. | Toutes les forêts naturelles (2 072 ha) sont aménagées ; leur aménagement est régi par les codes de conduite validés par les populations | HS | Tous les forêts naturelles sont aménagées et régies par les codes de conduite préparés par les DEF discutés et validés par les populations. |
| **Résultat 2.4.** Des pratiques agropastorales sont améliorées pour l’intensification durable de la production pastorales et pour la satisfaction des besoins énergétiques (foin, production de fourrages apport de fumier, plantation d’arbres pour le fourrage aérien et l’énergie) respect des capacités de charge des parcours. | Existence d’exemples de bonnes pratiques à petite échelle. | Appuyer au moins 100 éleveurs ou propriétaires de troupeaux à adopter au moins une nouvelle pratique à l’année 3. | Nombre d’éleveurs ayant adopté les pratiques d’intensification durables. | 200 éleveurs ont été appuyés. Forte implication des bénéficiaires. Les pratiques améliorées prévoient enrichissement des pâturages par la plantation des arbres, semis des herbes et repiquage des arbustes | HS | Environ deux cents éleveurs ont adoptés des règles de gestion des pâturages en les enrichissant par la plantation des arbres et le semis ou le repiquage des herbes dans l’espoir d’accroissement de leur capacité de charge et d’amélioration de la qualité du fourrage. |
| **Résultat 2.5.** L’utilisation et la consommation du bois-énergie sont améliorées | Prédominance de techniques entraînant un gaspillage d’énergie et donc de ressources ligneuses | Appuyer 30% des paysans (hommes et femmes) pour l’adoption de techniques d’utilisation efficiente du bois énergie à l’année 4. | Nombre de ruraux ayant adopté au moins une technique d’économie d’énergie. | Formation de 130 artisans en production des fours améliorés et leur diffusion, production et distribution en cours. Évaluation de l’application des techniques prévue pour la fin de 2010 | HS | Le projet a formé 13 artisans en fabrication des fours améliorés. La production des fours et a commencé vers la fin de 2009. Plus de 130 fours ont été acheté par le projet pour organiser les démonstrations de leur usage dans les villages. L’évaluation du progrès d’application des fours est prévue pour la fin de 2010. |
| **Résultat 2.6.**  Les collectivités améliorent le réseau de pare-feu à travers une meilleure organisation (comité de lutte contre les feux de brousse, formation et équipement) |  | Appuyer et équiper au moins 45 Comités villageois de lutte contre les feux à l’année 5. | Nombre de comités villageois faisant partie du réseau. | 268 km de nouveaux pare-feux ont été ouverts, 37 comités sont opérationnels.  Matériel distribué : batte feux, râteaux, bottes, hilaires, coupe-coupes, pelles, sceaux, pompes. | HS | L’objectif à mi-parcours est dépassé. Trente sept comités villageois de lutte contre les feux sont formés et équipés et opérationnels. Pour renforcer la protection contre les feux de brousse. Le projet a financé l’ouverture de 268 km de nouveaux pare feux. |
| **Composante 3 :**  **Les politiques et le partenariat local sont harmonisés et les capacités renforcées pour la gestion intégrée des terres suivant l’approche paysage.** | Les collectivités locales sont faiblement impliquées dans la conception des projets et programmes, la sélection des sites et la définition des stratégies d’intervention.  Cloisonnement dans les interventions.  Constat de la non durabilité des solutions découlant des anciennes stratégies adoptées | Intégrer l’approche paysage dans au moins 15 Plans Locaux de Développement à l’année 3.  Au moins 10 villages ont formellement adoptés des plans et des protocoles sectoriels d’application (prévoyant des motivations et pénalités) à l’année 5  Etablir au moins 5 partenariats publics/privés pour la gestion durable des terres à l’année 4.  Evaluer au moins deux stratégies actuelles et proposer des réformes appropriées à l’année 3.  Amener au moins 100 décideurs locaux à avoir une meilleure compréhension à l’année 3. | Nombre de plans de gestion intégrée des terres élaborés et mis en œuvre qui renforcent la capacité d’adaptation des systèmes locaux aux changements climatiques et aux sécheresses récurrentes.  Nombre de partenariat public/privé à travers l’approche paysage  Nombre d’auto-évaluation transparente, participative et concertée et de politiques d’incitation par les Ministères concernées utilisant l’approche paysage  Nombre de décideurs locaux qui ont une meilleure compréhension des problèmes de durabilité environnementale. | 11 plans locaux gestion préparés et adoptés par les bénéficiaires ; 90 villages sont concernés  10 contrats de partenariat entre le village et l’intervenant privé dans le cadre de la réalisation des plans annuels d’investissement  Les collectivités locales (15 collectivités concernés par le projet) évaluent annuellement le progrès dans la réalisation des plans locaux de développement  Deux cents décideurs locaux sensibilisés et ensuite formés | HS | Le projet a dépassé les objectifs assignés à mi-parcours en préparant 11 des 15 plans locaux de gestion prévu pour la fin du projet, en préparant tous les 10 contrats de partenariat entre les villages en les entrepreneurs privés et en aidant les villages de lancer les autoévaluations du progrès dans la réalisation des plans locaux de développement. Il a déjà sensibilisé et formé 200 (au lieu de 100) décideurs locaux sur les problèmes de gestion durable de l’environnement. |
| **Résultat 3.1.**  Les besoins en formation sur le plan individuel, institutionnel et systémique sont identifiés | Formations multiples développées sans liens avec les besoins réels des acteurs | Elaborer une stratégie de formation pour chacun des 5 sites du projet dés l’année 1. | Plan de formation par catégorie d’acteurs pour une stratégie détaillée de renforcement de capacités. | 5 plans de formation élaborés dès la première année | HS | Dès la première année le projet a élaboré les plans de formations pour chacune des cinq ULP. Les plans sont en cours de réalisation |
| **Résultat 3.2.**  Les capacités des acteurs clés (élus locaux, services techniques, OCB, équipe de projet) sont renforcées. | Insuffisance de moyens mis à la disposition des collectivités locales malgré l’importance de leur responsabilité dans la GDS ;  Faiblesse des moyens des services techniques pour leurs interventions | Organiser 40 sessions de formation sur la gestion durable des terres à l’intention des bénéficiaires à l’année 3.  Organiser au moins 12 visites intervillageoises à l’année 3. | Nombre d’initiatives de régénération des terres développées par les acteurs | 60 sessions de formation organisées. 12 visites d’échange entre  6 cercles de qualité genres mis en place  Initiatives développées :  Aménagement des terres (environnement 30 cas connus)  Partage d’information et d’expérience avec d’autres agriculteurs-écoles paysannes ( 26 cas enregistrés) | HS | Le projet a dépassé de 50% le nombre de sessions de formation organisées. Il a organisé les visites d’échange entre les villages et aidé aux 26 agriculteurs de devenir des agriculteurs-modèles, ou agriculteurs-écoles pour d’autres agriculteurs. |
| **Résultat 3.3.**  Le réseau des journalistes en environnement participe à l’identification, à la dissémination et l’amélioration des bonnes pratiques. | Faible implication du réseau de journalistes dans la gestion durable des terres. | Publier au moins 5 reportages (radio, TV, vidéo, internet) par an. | Nombre de publications de journalistes. | Reportages diffusés jusqu’à mi-parcours  TV - 17  Radio - 22  Presse écrite – 5. | HS | Le nombre de reportages radiodiffusés et présentés è la télévision ont largement dépassés les prévisions. Le projet prévoit la continuation de l’activité et une évaluation de l’impact des émissions sur les agriculteurs et la population en général. |
| **Résultat 3.4**  La formation sur les textes de la décentralisation est assurée. | Des agents de vulgarisation et responsables ruraux ne sont pas bien imprégnés de la politique de décentralisation. | Organiser 8 sessions de formation sur l’application des textes sur la décentralisation à l’intention d’au moins 160 participants à l’année 4. | Nombre d’agents de vulgarisation et de responsables ruraux formés. | Plus de 200 agents formés (élus locaux , autorités administratives et agents de vulgarisation). | HS | L’objectif largement dépassé. Plus de 200 agents ruraux (au lieu de 160 à la fin de 2011) familiarisés aux textes de décentralisation. |
| **Résultat 3.5**  Des accords sont établis avec les institutions financières locales pour le développement de mécanismes de financement durable de la gestion des terres. | Inexistence de liens entre l’octroi des crédits et la gestion durable des terres. | Etablir au moins un protocole au niveau de chacun des sites à l’année 2. | Des protocoles pour l’octroi de crédits axés sur la gestion durable des terres. | Un protocole pour l’octroi de crédit (plus des avenants) établis et mis en place par communauté. (Total 15 avenants pour chacune des 15 communautés). | HS | L’objectif est atteint. Tous les communautés ont singées des protocoles d’accord avec une institution financière et en commencent à tirer profit. Les groupements des producteurs (surtout des femmes) se procurent du crédit pour des activités génératrices des revenus basées sur la gestion durable de l’environnement. |
| **Résultat 3.6**  Les décideurs locaux et les agents du système judiciaires sont formés pourmieux prendre encharge les conflits fonciers par le biais de l’approche paysage. |  | Former au moins 10 responsables chargés du règlement de conflits à l’année 3. | Nombre de responsables chargés du règlement des conflits familiarisés aux questions de gestion durable des terres et de l’environnement. | 12 décideurs locaux dont quatre agents du système judiciaire familiarisés aux questions de gestion durable et des conflits entre les fonciers et formés. | HS | L’objectif a été dépassé. Les formations aux décideurs ont été dispensées. Selon les informations recueillis pendant les visites dans les villages, le nombre de conflits autour d’utilisation des terres est en diminution, car les litiges sont verbalisés et discutés sur le forum villageois. |
| **Résultat 3.7.**  Les comités consultatifs locaux sont rendus opérationnels et assurent une réelle participation des communautés à la gestion des conflits | Existence de nombreux comités locaux sans moyens incitatifs de fonctionnement sur les plans humain, méthodologique et matériel | Rendre fonctionnels 5 comités locaux consultatifs à l’année 1. | Nombre de comités consultatifs locaux créés ou redynamisés. | 7 comités consultatifs locaux organisationnels et fonctionnels |  | L’objectif a été dépassé. Sept comités au lieu de cinq sont opérationnels. Les communautés participent à la gestion des conflits qui sont en diminution. |
| **Résultat 3.8**  Le Comité National de Pilotage et le Comité Scientifique et Techniques assurent régulièrement la supervision du projet |  | Organiser au moins deux (2) réunions du Comité Scientifique et Technique et une (1) réunion du Comité de Pilotage par an. | Nombre de réunions de comité ayant abouti à des prises de décisions. | 5 rencontres du CST et 1 rencontre du CNP organisés.  Toutes les réunions ont émis les recommandations. La réalisation des recommandations et suivi par le projet et les réunions des comités. |  | Le CNP s’est réunit une fois ; le SCT se réunit deux fois par an. Les recommandations des réunions sont considérées par le projet qui informe les CNO été CST de manière satisfaisante pour eux sur les suites qu’il leur a donné. |
| **Composante 4 :**  **Activités Génératrices de Revenus rendues compatibles avec les principes de Gestion de Ressources Naturelles et Gestion Durable des Terres.** | La proportion des ménages pauvres est de 59, 2 % à Louga, 65, 3% à Diourbel, 68,4% à Thiés, 75,7 à Kaolack, et 81,4% à Fatick (Revue scientifique PROGERT 2005).  40% des ménages dans le bassin arachidier ont des revenus mensuels de moins de 59 500 FCFA. | Développer des AGR liées à la GRN pour réduire de 10% la pauvreté dans les différents sites du projet à l’année 5. | Revenu moyen par habitant (niveau de pauvreté). | 333 des AGR liées à la GRN en cours (2008 – 40 AGR, 2009 - 196 AGR et 2010 – 97 AGR)  Estimation du revenu par habitant prévus à partir de 2011. | S | 400 personnes sont appuyées pour développer les ÀGR au lieu de 70 prévues à la fin du projet.  20 groupements des bénéficiaires de crédits organisées (au lieu de 30 prévus). |
| **Résultat 4.1.** Les activités génératrices de revenus liées aux principes de Gestion durable des terres sont développées. | Les activités génératrices de revenus à petites échelles utilisant beaucoup de ressources naturelles et générant peu de revenus. | Appuyer au moins 70 personnes pour la réalisation d’AGR liées à la GDS à l’année 5. | Nombre de personnes ayant bénéficié de l’appui de projet pour développer des activités génératrices de revenus compatibles avec la gestion durable des terres. | 400 personnes ont bénéficié de l’appui du projet pour développer des activités génératrices des revenus compatibles avec la gestion durable des terres. | HS | L’objectif est largement dépassé. Déjà 400 personnes au lieu 70 à la fin du projet développent des activités génératrices des revenus grâce à l’appui du projet. Les activités sont compatibles avec la gestion durable des terres. |
| **Résultat 4.2.** le secteur privé et les petites entreprises sont motivés pour promouvoir la gestion durable des terres. | Faible attractivité de l’environnement de la gestion des ressources naturelles pour le secteur privé entraînant de faibles investissements. | Faciliter l’accès au micro-crédit à 30 groupements à travers l’ouverture de lignes de crédit dans les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) à l’année 2. | Lignes de crédit ouvertes pour la gestion durables des terres. | 20 groupements bénéficient actuellement de microcrédit. | S | L’objectif pour la fin de projet en train d’être atteint : 20 groupements bénéficient de microcrédit. |
| **Composante 5 :**  **Gestion adaptée des leçons apprises et du système de suivi.** | Faible coordination entre les acteurs.  Manque de motivation parmi les acteurs.  Manque de programmes fédérateurs. | Redynamiser au moins 10 cadres de concertation sur la base de programmes fédérateurs et d’approches harmonisées liées à la gestion durable des terres à l’année 1. | Nombre de cadres de concertation fonctionnels. | 9 cadres de concertation redynamisés et fonctionnels. |  | Neuf cadres de concertation sur 10 opérationnels. Le cofinancement mobilisé par le projet a dépassé 5 millions de dollars US. |
| **Résultat 5.1.**  Une unité de Coordination de gestion et de suivi évaluation impliquant tous les acteurs dans le Bassin Arachidier est créée et fonctionnelle. |  | Assurer au moins un taux d’exécution de 60% par an, en moyenne | Niveau d’exécution des plans de travail approuvés | Le projet implique plus que prévu les partenaires et les parties prenantes dans la réalisation de ses objectifs. Les résultats se sont soldés par plus de 5 millions de dollars US de cofinancement monilisés. |  | Les résultats ont dépassés les attentes. |

##### Personnes rencontrées

**LISTE DES PERSONNES-RESSOURCES RENCONTREES**

* Andre Daniel DEFCCS/ UNCCD
* Ba Aïssatou **(Mme)** SRDC/ Louga
* Ba Baïdy IREF/ Thies
* Badiane Cheikh Conseil Regional Kaffrine
* Badiane Souleye DEFCCS/ Rech. Scient
* Balde A. NEPAD/ Environnement
* Basse Michel Birame DPN/ Mef
* Camara Ousmane SDDR/ Fatick
* Cissokho Ousmane IREF/ Diourbel
* Coly Aladji IREF/ Fatick
* Dia Arona CAP/ DDI/ Mef
* Diagne Aladji Macodou IREF/ Kaffrine
* Diagne Pape INP
* Diakhaby Sekhou DPN / DGP / Mef
* Diakhate Absa **(Mme)** APROFES/ Kaolack
* Diallo Ababacar DPN/ Mef
* Diarra Moustapha B. ULP/ PROGERT/ Thies
* Diasse Fatou Kine **(Mme)** ASCOM/ Ndiaffate / Kaolack
* Diatta Andre IREF/ Kaffrine
* Diatta Ermelinda Rocha **(Mme)** DPN / DGP /Mef
* Diatta Malang DRCS
* Diaw Ndeury IREF/ Kaffrine
* Diedhiou Abdoul Aziz DCEF/ Mef
* Dieme Ibrahima DA/ Ma
* Dieme Seydou ADT/ Gert
* Dieng Momar DGR
* Dieng Tanor Meissa UCP/ Progert
* Dione Ernest DEEC
* Diop Abdoulaye SF/ IREF/ Diourbel
* Diop Diawo Diakhate **(Mme)** IRSV/ Kaffrine
* Diop Pascal Mbaye ULP/ PROGERT / Diourbel
* Diouf Henry Rene PNUD/ FEM
* Fall Arona PNUD
* Faye Maguette **(Mme)** CAP/ DDI/ Mef
* Gassama Ousmane CAURIE Microfinance
* Gueye Abdoulaye ADT/ Gert
* Gueye Abdourahmane SRADEL/ Louga
* Gueye Sakhary SF/ IREF/ Kaolack
* Kone Adama ULP/ PROGERT/ Kaffrine
* Medang Guy Valentin ULP/ PROGERT/ Louga
* Ndiaye Amadou DEFCCS
* Ndiaye Dieynaba Ba **(Mme)** PNUD
* Ndiaye Gora IREF/ Louga
* Ndiaye Ibra Sounkarou PROGERT
* Ndiaye Maguette Diop **(Mme)** DCEF/ Mef
* Ndiaye Moustapha IREF/ Thies
* Ngom Mamadou SDDR/ Kaolack
* Niane Massaer IRSV/ Kaolack
* Niang Mamadou DIREL/ Mel
* Nkourouma Desire
* Sam Yero DPN/ Mef
* Sambou Lamine SF/ IREF/ Louga
* Sane Oumar DRDR/ Diourbel
* Sarr Baba DEFCCS
* Sarr Gabriel DPN / DGP / Mef
* Sarr Ibrahima DPN / DGP / Mef
* Sarr Moustapha ULP/ Fatick
* Sarr Pape ATGMV
* Seck Papa Djadji DCEF/ MEF
* Seck Sira Sy **(Mme)** DPN/ MEF
* Signate Bakary CAP/ DDI/ MEF
* Sow Mamadou IREF/ Thies
* Sy Diagne ASCOM/ DAROU MINAM / Kaffrine
* Sylla Khali ANCAR
* Tall Demba SDDR/ Louga
* Thiang Alphonse SDDR/ Fatick
* Tibiri Solange **(Mme)** PNUD
* Traore Fily **(Mme)** Femmes Forestieres/ Kaffrine
* Varore Mamadou PERACOD/ Kaolack

##### Documents consultés

**Documents générales**

* PROGERT. Document du projet. 65 pages
* PROGERT 2006. Rapport d’activités du PDFB
* PRODERT 2006. Plan de travail annuel 2007.

**Rapports du projet**

**Rapport d’activité annuel**

* Rapports annuels d’avancement 2008 et 2009
* Rapports trimestriels 2007 au 2009 (12 rapports)
* Plans de travail annuels 2006 au 2009 (4 documents)
* Plans de travail trimestriels 2008 ay 2009 (8 documents)
* Note sur l’état d’exécution du PROGERT à la date du 30 septembre 2010

**Plans d’aménagement et de développement**

* 2009. Plan local de développement de la communauté rurale de Keur Momar Sarr. Rapport provisoire. 68 pages
* 2010. Plan local de développement de la communauté rurale de Ngoundiane. 88 pages
* 2010. Plan local de développement de la communauté rurale de Niakhèene. 81 pages
* Aménagement et récurage des mares dans les unités pastorales de Luga (63 pages et 18 annexes)
* Plan d’aménagement du sous Bassin versant de Dakhar Mbaye Dans la forêt classée de Thiès. 46 pages
* Plan d’aménagement forestier participatif de la forêt communautaire Ngamac 67 pages
* Plan d’aménagement forestier participatif de la forêt communautaire Keur Bame 62 pages
* Plan d’aménagement forestier participatif de la forêt communautaire Ngomac Badiane de Keur Soce. 67 pages
* Plan d’aménagement pârticipatif de la forêt classé de Mahecor 76 pages
* Plan de revégétalisation des mares de Mbanar et de Guéda
* Plan local de développement de la communauté rurale de Daya. Plan local de développement de la communauté rurale de Keur Momar Sarr. Rapport provisoire. 112 pages
* Plan locale de développement de la communauté rurale de Daya 2010-2015. 112 pages
* Plan simple de gestion de la mise en défense de Khatre Sy. 18 pages

**Documents techniques**

* ---- Revue scientifique sur l’état de dégradation des sols dans le Bassin Arachidier. 17 pages
* ---- Situation de référence sur la séquestration du carbone dans les différents sites du PROGERT. 34 pages
* 2005. Rapport de synthèese pôur le choix des sites tests du PROGERT. 41 pages
* 2006. Rapport d’activités du PDF-B. 25 pages
* 2008. Caracterisation écologique des sites d’intervention du PROGERT. 50 pages
* 2008. Diagnostic des cadres de concertation de la zone d’intervention du PROGERT. Rapport provisoire.
* 2009. Projet de gestion et de restauration des terres dégradées du Bassin Arachidier. Senesylva. No 36. Numéro spécial.
* 2009. Analyse et compilation des méthodes de conservation des eaux et sols dans les régions d’intervention du PROGERT entre 2005 et 2008. 32 pages
* 2009. Étude sur un mécanisme de financement durable de la gestion des terres dans le bassin arachidier du Sénégal. Rapport provisoire. 42 pages
* 2009. Identification et délimitation des corridors de passage du bétail dans les zones de Keur Momar Sarr et Kaffrine. 20 pages
* 2009. Les champs écologiquement viables : gérer l’environnement et lutter contre la pauvreté en milieu rural. Les premières leçons de l’expérience du PROGERT. 21 pages
* 2009. Récupération des terres salées. L’expérience du PROGERT 21 pages

**Autres documents**

* 2008. Manuel des procédures administratives, comptables et financières du PROGERT. 124 pages
* 2009. Rapport d’audit du PROGERT No00054345. 32 pages plus annexes.
* 2008. Rapport d’audit du PROGERT No00054345. 29 pages plus annexes.
* 2007. Rapport d’audit du PROGERT No00054345. 26 pages plus annexes.
* 2010. Rapport d’audit du PROGERT No00054345. 22 pages plus annexes.